

## Sommaire

POLITIQUE.....	1
▶ Préalables à la désignation du nouveau premier ministre .....	1
▶ Nomination du premier ministre Kolo Roger et formation du gouvernement .....	4
▶ HCC .....	9
▶ Assemblée nationale - La question de la destitution du bureau permanent .....	9
▶ Diplomatie, coopération.....	11
▶ Divers.....	14
DROITS HUMAINS - GOUVERNANCE .....	16
▶ Santé publique.....	16
▶ Réconciliation, amnistie, insécurité, forces de l'ordre .....	17
▶ Gouvernance .....	20
ECONOMIE – SOCIAL - ENVIRONNEMENT .....	21
▶ Ressources minières et halieutiques, questions foncières .....	21
▶ Trafic de bois de rose et de ressources naturelles .....	22
▶ Environnement, calamités.....	24
▶ Bailleurs de fonds .....	26
▶ Divers.....	27

## POLITIQUE

### ▶ Préalables à la désignation du nouveau premier ministre

**01/04 - Hery Rajaonarimampianina nie avoir reçu du Mapar une nouvelle proposition de noms pour le poste de premier ministre et de membre du gouvernement.** Un compromis resterait donc encore à trouver, après plus de deux mois d'attente. Le président est parti pour le sommet UE-Afrique de Bruxelles sans avoir pu nommer le nouveau chef du gouvernement. Il réitère que la nomination doit être guidée par le principe de stabilité et de réconciliation nationale. Le candidat retenu devra « *travailler avec le président et appliquer son programme* », a-t-il souligné. La plateforme présidentielle PMP, forte du ralliement de nombre de députés « *indépendants* », doit se réunir à nouveau et décider si la candidature de Jules Etienne Rolland doit être confirmée. Hery Rajaonarimampianina a expliqué qu'en tout état de cause les noms avancés par le Mapar et la PMP doivent faire l'objet d'une concertation avec lui.

**La désignation du premier ministre se doit d'être conforme à la Constitution, rappelle *Midi*.** Or le Mapar et la PMP ne répondent pas à la définition du parti politique ou du groupe de partis stipulée à l'article 54 de la Constitution. Les deux plateformes ne seraient donc pas habilitées à présenter un candidat. Le Mapar ne figure pas dans la liste des partis politiques publiée avant les élections. Il n'est pas non plus un groupe de partis, aucun des partis existants n'ayant été dissous pour former le Mapar. La désignation d'un premier ministre issu du Mapar transgresserait la Constitution. La PMP est dans la même situation. Elle n'est ni un parti ni un groupe de partis. Pour sortir de l'impasse, un juriste propose l'intégration des députés indépendants, qui sont majoritaires à l'assemblée, dans un parti politique représenté à la chambre basse. Une solution qui permettrait de désigner un premier ministre conforme à la Constitution.

Selon le quotidien, les députés indépendants membres de la PMP ont été sommés de se regrouper au sein d'un parti ou d'un groupe de parti pour se mettre en conformité avec les termes de l'article 54 de la Constitution. Pour cette raison, les 24 députés indépendants de l'UDI (Union des députés indépendants), les 20 députés membres du GPS (Groupement parlementaire spécial) et les 6 députés de l'association « *Hiaraka*

*Isika* » de Camille Vital, se sont regroupés au sein du parti Patram qui n'a pu faire élire qu'un seul député. Le parti compte donc actuellement 51 députés en son sein. Par ailleurs, les 21 députés de la mouvance Ravalomanana, 14 députés du VPM-MMM, 5 députés du Leader Fanilo et 2 députés du parti Vert restent dans leur camp respectif tout en soutenant le nouveau président. Avec cette nouvelle donne, la plateforme des alliés d'Andry Rajoelina et la plateforme pour la majorité présidentielle risquent d'être relégués au second plan. Outre l'adhésion des députés indépendants aux partis représentés à l'assemblée, le départ de députés des plateformes sous les couleurs desquelles ils ont été élus est engagé, notent certains observateurs.

**Haja Resampa, bras droit d'Andry Rajoelina, n'est plus le candidat proposé au poste de premier ministre par le Mapar, affirme *La Nation*.** Il aurait été écarté de la course suite à la réunion du GIC-M (devenu GIS-M). L'ancien secrétaire général de la présidence de la Transition ne serait pas parvenu à imposer sa candidature tant un niveau national qu'international du fait de sa forte implication dans le régime mis au ban de la communauté internationale, explique le quotidien. Son retrait lèverait ainsi la principale source de blocage à la nomination d'un premier ministre de consensus.

**02/04 - Une nouvelle liste de premiers ministrables proposée par le Mapar.** Edgard Razafindravahy, Jean de Dieu Maharante, Horace Gatien, et Hussein Abdallah sont les 4 noms proposés par la plateforme pro-Rajoelina, qui confirme avoir renoncé à présenter Haja Resampa. Seul Jean de Dieu Maharante figure dans la liste des hommes politiques qui ont été sanctionnés par l'UA pour avoir participé au coup d'Etat de 2009 ou pour en avoir bénéficié.

**03/04 - La PMP proposera une nouvelle liste de trois candidats.** Cette nouvelle démarche ferait suite aux nouvelles recommandations de la présidence qui n'aurait pas voulu retenir l'une des candidatures présentées initialement par le Mapar et la PMP. Pour *Midi*, Hery Rajaonarimampianina aurait déjà fait son choix mais il serait à la recherche une voie légale pour l'officialiser. Dans l'attente, il préfère maintenir l'actuelle équipe gouvernementale dirigée par Omer Beriziky. La communauté internationale pourrait se satisfaire du maintien de l'équipe en place, estime-t-on, à l'exception des Etats-Unis et de l'Union européenne, qui ont clairement fait part de leurs exigences. Jean-Louis Robinson rappelle que si le blocage persiste, le président de la République a la possibilité de dissoudre l'assemblée nationale.

**04/04 - Un nouveau groupement de partis voit le jour à l'assemblée.** Selon le ministre de l'agriculture et chef de la délégation de la mouvance Ravalomanana, Roland Ravatomanga, cette nouvelle entité regroupe plus de 25 partis considérés comme « *légalement constitués* ». L'objectif serait d'aider le président de la République à faire son choix pour la nomination du premier ministre et d'écarter le Mapar du processus. Ce groupement qui revendique lui aussi une majorité à l'assemblée présentera une nouvelle liste de candidats comportant le nom de Jules Etienne Rolland. Cette initiative confirmerait l'existence d'une scission au sein de la plateforme présidentielle PMP : le groupement laisserait sur la touche certains leaders de la plateforme et les indépendants ralliés de l'UDI. *La Gazette* tire à boulets rouges sur la stratégie que développe la mouvance Ravalomanana pour peser sur les décisions du chef de l'Etat et intégrer le futur gouvernement. « *Ici, il n'y a plus ni PMP ni Mapar. Nous regroupons des partis politiques de différentes tendances, ayant une motivation en commun : le soutien au président de la République* », indique Roland Ravatomanga. « *Le quota de 74 députés nécessaire pour pouvoir présenter le premier ministre est atteint par ce groupement de partis anonyme* », a de son côté ajoutée Me Hanitra Razafimanantsoa. Le Mapar voit d'un mauvais œil la formation de cette nouvelle coalition. « *C'est une pure hypocrisie politique* », a jugé Augustin Andriamananoro, vice-président de la plateforme.

**Jean-Nicolas Randrianasolo, élu Mapar, remet en question l'existence juridique de sa plateforme.** « *Le fondement de Mapar n'est pas clair. Elle est créée à partir d'un récépissé. On m'a appelé à la rejoindre seulement deux semaines avant les élections. Je ne suis même pas, jusqu'à présent, au courant de son règlement intérieur* », souligne-t-il, admettant par conséquent que la présidence puisse contester à cette coalition temporaire la faculté de proposer le nom du premier ministre. Nombre d'élus appartenant à la plateforme ont déjà réintégré leur parti d'origine et envisagent de rejoindre le groupe de partis formé par les membres de la PMP, constate-t-il. Le seul obstacle pour certains, est de devoir rejoindre une alliance dans laquelle figure la mouvance Ravalomanana.

**Pour la présidente du parti Vert, Saraha Georget Rabeharisoa, la Constitution est à l'origine du blocage dans la nomination d'un premier ministre** répondant aux critères de la consensualité et dont la désignation serait conforme aux bases juridiques exigées par la Constitution. Dans le contexte actuel, elle craint que chef de gouvernement qui sera nommé soit rapidement destitué. La suspension de la Constitution serait, d'après elle, la meilleure solution pour sortir de l'impasse. Elle estime que la Loi fondamentale de la IVème République a été conçue pour servir les intérêts des tenants du régime transitoire et rappelle qu'elle n'a pas été reconnue par la communauté internationale.

**05/04 - Dans le but de participer à la désignation du premier ministre, le parti travailliste (Patram) officialise l'adhésion d'une trentaine de députés indépendants** issus du Groupe parlementaire spécial (GPS) et de l'Union des députés indépendants (UDI). Avant ces adhésions, le Patram n'avait pu faire élire qu'un unique député. Son candidat à la présidentielle avait été William Ratrema. L'adhésion des indépendants au Patram entre dans la logique du chef de l'Etat qui attend patiemment la constitution à l'assemblée d'un groupe de partis légalement constitué qui puisse obtenir une majorité absolue. L'adhésion des indépendants au Patram pourrait toutefois n'être qu'éphémère et ne pas aller au-delà de l'intersession parlementaire.

**Le désordre constitutionnel supplante le retour à l'ordre constitutionnel, titre *La Nation*** qui écrit : « Une crise institutionnelle se surajoute à la crise politique. L'Etat est en crise, ses institutions perdent leurs valeurs et la séparation des pouvoirs, gage de l'Etat de droit et de la démocratie, devient illusoire. Le président de la République est incapable non seulement de nommer le premier ministre mais également, en tant que chef suprême des armées, de changer les différents chefs de commandements, l'assemblée se trouve dans un engrenage de débats surréalistes et la HCC perd son statut d'institution judiciaire au profit d'une institution purement politique ».

« **C'est à donner le tournis** », titre *Tribune*. « La majorité parlementaire est bouleversée ; les députés indépendants se dispersent et se rassemblent à leur guise. On ne connaissait d'abord que le Groupe parlementaire spécial (GPS). Mais une autre formation de députés indépendants est née, l'Union des députés indépendants (UDI). Puis dans la perspective de soutien au président de la République, afin de peser dans la proposition de nom du premier ministre, il se constitue autour du seul député élu au nom du parti travailliste de Madagascar (Patram), une nébuleuse de députés indépendants dont l'effectif dépasse celui du GPS et celui de l'UDI. Ils seraient au nombre de cinquante ; ce qui semble signifier que les deux formations originales sont exsangues. Et on ne sait par quelle magie ou acrobatie ils sont passés mais des chefs politiques du PMP (mouvance Ravalomanana, Hiaraka Isika, parti Vert, Leader Fanilo, Malagasy Miara-Miainga ou MMM...), du Vitatsika Io, et du Patram se rassemblent pour former un groupe de partis ».

**07/04 - La candidature d'Edgard Razafindravahy au poste de premier ministre commencerait à être évoquée.** Le nom de l'ancien candidat à la présidentielle, ex-PDS de la capitale, figurerait en bonne position sur la liste des personnalités qui seront présentées au président de la République. Ami de longue date du chef de l'Etat, Edgard Razafindravahy a déjà collaboré avec Hery Rajaonarimampianina, fait valoir *L'Express* [dont le titre appartient au groupe de presse de l'ancien PDS]. Pressé par les partenaires techniques et financiers de rompre avec le passé, le chef de l'Etat pourrait trouver en Edgard Razafindravahy celui qui ferait l'unanimité au niveau de la communauté internationale, argumente le titre.

**09/04 - Le groupement politique en grande partie formé par les partis issus de la PMP a remis au président une liste de 18 premiers ministrables.** Certains partis de ce groupement ont proposé jusqu'à 7 noms, d'où l'importance de la liste proposée, qui est également un révélateur des divisions internes de la plateforme. Il se dit que le chef de l'Etat avait déjà un nom à proposer à ses interlocuteurs. « *Après les 33 candidats à la présidentielle de 2013, voici que la course pour Mahazoarivo bat certainement un record* », déplore *L'Express*.

**La participation des « indépendants » aux élections législatives est remise en question par André Rasolo, universitaire et membre de la CNOOC :** « Il manque à certains de nos députés un minimum de moralité et un minimum de qualification pour occuper leur fonction. Raison pour laquelle la corruption y dépasse la déontologie politique », affirme-t-il, avant de s'en prendre aux députés « indépendants » : « La compétence des députés est nationale. Les législatives sont une élection nationale. Il faut ainsi que les candidats soient issus d'un parti politique ayant une envergure nationale. Les individus sans parti politique devraient plutôt briguer un mandat de proximité comme celui de chef fokontany ou celui de maire ».

**10/04 - Le président Rajaonarimampianina se consacre à l'examen de la vingtaine de candidatures pour le poste de premier ministre.** Les critères sont définis depuis longtemps. « La nomination du premier ministre doit entrer dans le cadre de l'apaisement et de la réconciliation nationale. Dès que je trouve celui qui correspond au profil que j'ai de ce chef d'institution, je le nommerai sans hésiter », a-t-il déclaré devant les membres de la diaspora de Belgique en marge du récent sommet UE-Afrique de Bruxelles. Une présélection sur dossier aurait déjà été réalisée et s'engagerait la phase terminale des entretiens. *L'Express* écrit : « Visiblement, l'écueil dressé par l'article 54 de la Constitution imposant au président de nommer le premier ministre présenté par le parti ou le groupe de partis majoritaire à l'assemblée n'est plus d'actualité. Après la vraie-fausse dissolution du bureau permanent de l'assemblée nationale composé exclusivement de députés Mapar, la majorité semble avoir changé de camp pour ne plus être identifiable. Même la plateforme pour la majorité présidentielle (PMP), qui avait présenté un candidat pour doubler celui présenté par Mapar, semble avoir disparu pour se muer en diverses entités afin de former un groupe de partis soutenant le prési-

dent. Finalement plusieurs entités ont présenté plusieurs candidats. Et après le rejet tacite de la candidature de Haja Resampa, le Mapar s'est résolu à lui trouver des suppléants. « Le président a déjà reçu les dossiers des candidats de Mapar. Pour qu'il puisse faire un choix, Mapar lui a proposé plusieurs noms » devait révéler Christine Razanamahasoa, présidente de l'assemblée nationale, députée élue sous les couleurs du Mapar ». La question de l'équilibre régional ou ethnique entre les deux chefs de l'Exécutif ne serait plus déterminante. Pour *L'Express*, le chef de l'Etat pourrait avoir un penchant pour Kolo Roger et Jules Étienne, candidats disqualifiés à la présidentielle, qui lui ont permis de se présenter in-extremis, mais justement, ils traînent un boulet pour avoir été disqualifiés...

**11/04 - Le retard dans la nomination du nouveau premier ministre provoque le mécontentement des supporters de Marc Ravalomanana** qui avaient reçu comme consigne de soutenir Hery Rajaonarimampianina. Les militants de base qui continuent de se réunir au Magro de Behoririka commencent à protester contre l'attentisme du nouveau président. « *La population est à bout de souffle face à la défaillance de l'administration, il faut nommer au plus vite le premier ministre et former le gouvernement* », s'exclame un leader du TIM.

### ► Nomination du premier ministre Kolo Roger et formation du gouvernement

**12/04 - Kolo Roger, nommé premier ministre du premier gouvernement de la IV<sup>ème</sup> République<sup>1</sup>**, 2 mois et 18 jours après l'investiture du président de la République. « *Il est l'homme de la situation. Le Dr Kolo Roger a descendu dans les régions et provinces avec moi lors des campagnes électorales présidentielles et a constaté de visu les réalités sur terrain dont la pauvreté de la population* », a indiqué le président Rajaonarimampianina. « *C'est l'homme de la cohésion et de la solidarité, un homme de sagesse et avec son bagage intellectuel il peut gérer et diriger le nouveau gouvernement et conduire la politique générale de l'Etat* », a-t-il affirmé. Hery Rajaonarimampianina a expliqué qu'il avait pris « *beaucoup de temps* » pour désigner le chef du gouvernement parce qu'il avait voulu être à l'écoute de tous les partis politiques. « *Les conditions sont réunies pour que je nomme le futur chef du gouvernement. Je sens que tout le monde a hâte de tourner la page* », a indiqué le président lors de la cérémonie de nomination. Hery Rajaonarimampianina défend la conformité de son choix à l'article 54 de la Constitution ainsi qu'au respect de trois engagements : la stabilité politique, la réconciliation nationale et les intérêts de la nation.

Kolo Roger, âgé de 70 ans, médecin radiologue à l'hôpital cantonal de Genève<sup>2</sup>, originaire de Belo sur Tsiribibina, membre de l'Eglise Luthérienne de Madagascar (FLM) mais formé chez les jésuites du célèbre collège St Michel de la capitale, s'était établi en France où il a acquis une spécialisation à Strasbourg, puis à Genève au début des années 1980. Il possède la double nationalité malgache et française. L'homme n'appartient à aucun parti politique et n'a pas été impliqué dans les crises politiques malgaches de ces dernières années. Il avait envisagé de se présenter à la présidentielle en 2013, puis s'était finalement désisté en faveur de Hery Rajaonarimampianina après avoir été exclu de la liste des candidats car il ne remplissait pas la condition de six mois de résidence physique dans la Grande île, exigée par le code électoral. Kolo Roger reste un homme inconnu du grand public. Il a été soutenu officiellement par une majorité absolue de 93 députés (issus de 12 partis) dont aucun n'est issu du Mapar, la plateforme de l'ancien président de la Transition. L'absence de soutien du Mapar est un problème politique dont il va falloir suivre l'évolution dans les prochains jours, estime *RFI*. Outre le Mapar, qui compte 49 députés, le GPS (26 députés) et la mouvance Ravalomanana (20 députés) n'ont pas soutenu sa candidature. Andry Rajoelina n'aurait pas été consulté sur cette nomination, selon *Midi*. Hery Rajaonarimampianina a soutenu que son choix n'avait fait l'objet d'aucune pression. Un choix reflétant la souveraineté nationale, a-t-il affirmé.

***L'Express* souligne que le statut du premier ministre soulève déjà des contestations.** Candidat disqualifié à la présidentielle de 2013, il a passé presque la moitié de sa vie à l'étranger. Il n'a jamais occupé un poste politique de grande responsabilité ni à Madagascar ni en Europe. Il possède la double nationalité franco-malgache qui n'a cessé de faire débat dans l'opinion publique. Le chef de l'Etat, en revanche, déclare à ce sujet : « *sa double nationalité ne me dérange pas. C'est d'ailleurs un atout pour lui* ». Un autre point en défaveur de Kolo Roger : il ne parlerait pas correctement sa langue maternelle.

**Commentaires de *L'Express* :** « *On savait depuis le début que le président de la République devait choisir entre Tintin et Milou. C'est un deal non-dit depuis que Jules Etienne et Roger Kolo ont accepté après négociations de se trouver un remplaçant à l'élection présidentielle après leur éviction. Rajaonarimampianina ne pouvait pas se présenter après avoir été écarté par le congrès TGV, sans la générosité de ces deux char-*

<sup>1</sup> Cf. Blog Justmad- CV officiel du Kolo Roger - <http://p6.storage.canalblog.com/62/62/448497/95304648.pdf>

<sup>2</sup> Vidéo (2'29) : le Dr. Kolo Roger explique depuis son cabinet genevois son parcours de vie et justifie sa décision de se lancer dans la politique à Madagascar (publiée le 23 mars 2013). - [https://www.youtube.com/watch?v=5vMVOVD\\_rg0#t=34](https://www.youtube.com/watch?v=5vMVOVD_rg0#t=34)

mantes personnalités. Il est donc logique et correct que le président lui renvoie l'ascenseur après être monté au pinacle. Reste à savoir comment le président a procédé pour les départager étant donné que Jules Etienne visait également le même poste et se montrait très actif. (...) Qu'à cela ne tienne. Il fallait mettre la forme après la tentative avortée de Mapar qui a présenté de façon unilatérale la candidature de Haja Resampa. Le président a dû trouver une parade pour faire passer la pilule. Le nouveau premier ministre a été présenté par un groupe de 12 partis regroupant 93 députés. L'article 54 de la Constitution a été donc « respecté ». Mapar a donc été le grand perdant dans l'histoire. (...) Personnage effacé voire secret, le docteur Roger Kolo a comme handicap d'avoir passé une grande partie de sa vie à l'étranger. Son patriotisme risque de ne pas suffire pour comprendre et maîtriser le monde politique dont il est, contrairement à sa sœur Éliane Naika, ancienne sénatrice TIM et son frère Roland, ancien sénateur Arema, un complet néophyte. Une inexpérience qui risque de lui jouer des tours dans un microcosme où à chaque mètre une peau de banane se glisse ».

« **Un choix sans relief** », pour **La Gazette**. « Des personnalités de premier plan et particulièrement méritantes ont été écartées, et le chef de l'Etat a finalement jeté son dévolu sur un personnage ordinaire et qui ne s'est distingué en quoi que ce soit dans l'île ». Seul point positif pour le quotidien : l'origine du nouveau PM. Le Menabe est une région déshéritée qui a souvent été oubliée dans les désignations aux plus hauts emplois de l'Etat. Le cursus d'expatrié qui a réussi à l'étranger est plutôt considéré comme un atout. « On souhaite qu'il transpose et insuffle au pays la recette et l'esprit qui permettent de gagner », écrit **La Gazette**, qui rappelle toutefois que « Kolo Roger est, d'après l'administration suisse, sous le coup d'un redressement fiscal se rapportant à ses deux centres de santé installés à Genève ». Ses qualités de gestionnaire sont mises en doute par le quotidien, qui détaille les déconvenues que le radiologue aurait accumulées en Suisse dans la gestion de ses trois centres d'imagerie médicale. « D'aucuns se demandent actuellement si son retour subit au pays n'a pas été lié à ces échecs professionnels », écrit **La Nation**.

« **L'ambassade de France à Madagascar travaillera main dans la main avec le Dr Roger Kolo en vue du redressement tant attendu de la Grande Île** », a immédiatement réagi sur son compte **Twitter** l'ambassadeur de France, François Goldblatt.

**Après la nomination de Kolo Roger, toutes les éventualités sont envisageables pour le Mapar et son avenir parait incertain**, écrit **L'Express**. Alors que le président l'appelle à soutenir le premier ministre, la plateforme pourrait basculer dans l'opposition, jugeant que la procédure adoptée pour cette nomination est anticonstitutionnelle. Le Mapar considère que la proposition du premier ministre lui revenait de droit, car elle appartient à la majorité relative au niveau de l'assemblée nationale, alors que le président a tranché en faveur d'une majorité absolue.

**14/04 - Les consultations en vue de la composition du gouvernement ont commencé**. Le staff de Kolo Roger et celui de Hery Rajaonarimampianina se sont déjà rencontrés. Certains ministères seraient fusionnés pour des raisons d'économie et d'efficacité. Beaucoup d'hommes politiques et d'associations se bousculent déjà pour obtenir des sièges. Des centaines de CV ont été remis à la primature. Seul le Mapar réserve sa position. L'un de ses leaders a déjà fait savoir que « la nomination de Kolo Roger est anticonstitutionnelle » mais les observateurs estiment que la plateforme pro-Rajoelina sort très affaiblie de cette guérilla. Sa détermination s'étant effritée au fil des semaines. Pour **La Gazette**, l'inertie du Mapar pourrait s'expliquer par la décision d'Andry Rajoelina de ménager Hery Rajaonarimampianina, le chef de l'Etat ayant clairement laissé entendre qu'il a les moyens de faire pression sur l'entourage de l'ancien président de la Transition. **Tribune** indique que les chancelleries étrangères sont attentives à ces travaux préparatoires, ne souhaitant pas voir figurer dans le prochain gouvernement des ministres issus du régime de Transition. Les Etats-Unis et l'Europe notamment, prônent le « redoublement zéro » en la matière. Jules Etienne, le second candidat écarté par la CES, qui s'était désisté lui aussi désisté en faveur de Hery Rajaonarimampianina, pourrait bénéficier d'un « renvoi d'ascenseur » sous forme d'un poste d'ambassadeur.

**15/04 - Les partisans d'Andry Rajoelina peinent à trouver une posture commune face à la désignation de Kolo Roger à la primature**. La question du basculement éventuel de la formation orange dans l'opposition a été abordée au cours d'une réunion qui s'est tenue à huis clos. Les membres de la plateforme sont toujours convaincus que le Mapar est « le groupe de partis majoritaire » prévu par la Constitution et que de ce fait la désignation du premier ministre à partir d'une liste de candidats présentée par 93 députés ralliés au chef de l'Etat est anticonstitutionnelle. Ceux qui veulent contester la décision de Hery Rajaonarimampianina prévoient une démarche auprès du Conseil d'Etat mais certains juristes expriment leur scepticisme face à cette initiative qui ne pourrait aboutir qu'après plusieurs mois. Certains députés Mapar ralliés à la majorité formée à l'assemblée pourraient être exclus.

**La présidente de l'assemblée nationale, Christine Razanamahaso, condamne la procédure qui a conduit à la nomination du premier ministre**. L'ancienne ministre de la justice, très proche des dirigeants du Mapar et d'Andry Rajoelina, déclare : « la nomination du premier ministre n'a pas respecté les disposi-

tions constitutionnelles. Dans ce cas, il revient aux entités compétentes de constater et de prendre les mesures appropriées », laissant entendre que la HCC se devrait de constater le manquement à la Constitution ou que l'assemblée nationale devrait déclencher une procédure d'empêchement.

« **Preuve par quatre-vingt-treize** », titre une « **libre opinion** » de **L'Express**, qui met en doute la **véracité du chiffre de 93 députés ayant soutenu la liste de candidats premiers ministrables**. « *Les services de communication de la présidence n'ont envoyé à la presse que la liste des partis. Le président, lui, (...) a préféré éluder le sujet, laissant aux partis politiques eux-mêmes le soin de se manifester dans les médias. Une volonté d'opacité dont on peut aisément deviner les motivations. Parce que jusqu'ici, rien ne dit que le regroupement de ces 12 formations politiques donne la majorité requise par l'article 54 de la Constitution, encore moins les 93 députés dont s'est vanté Hery Rajaonarimampianina* ». Le doute persistera tant que la liste des 93 ne sera pas publiée. Si le chef de l'État avait voulu montrer que l'article 54 était réellement respecté, il aurait été plus simple et plus convaincant de mentionner dans le décret de nomination le message officiel émanant de la présidente de l'assemblée attestant que les députés signataires appartiennent effectivement au groupe de partis majoritaire à l'assemblée, ou à défaut de faire référence à la lettre officielle signée par les députés et leurs partis. La liste aurait même pu être annexée au décret. « *Au-delà de la forme, ces précautions auraient au moins lié les partis et les députés ayant présenté le premier ministre. Faute d'un accord de coalition, ces derniers pourront toujours, si ce n'est pas demain, après-demain, rejoindre les rangs de l'opposition et signer une motion de censure contre le gouvernement* », note le quotidien.

**16/04 - Les partisans d'Andry Rajoelina clament que la nomination du premier ministre est illégale mais des leaders du Mapar seraient néanmoins candidats à un poste ministériel.** Des « *ténors* » de la formation orange ont tenu une réunion avec les conseillers de la présidence, selon le porte-parole du groupement politique. D'après ses explications, « *Jean de Dieu Maharante, [coordonnateur national de Mapar], Johanita Ndahimananjara, Julien Reboza ou encore Toto Marie Lydia Raharimalala [tous vice-présidents du groupement politique], ainsi qu'Elysée Ratsiraka* » auraient pris part à la réunion. « *Leur participation au gouvernement de Roger Kolo a été au centre des discussions. Ils ont fait part de leur volonté de travailler avec le président et le nouveau premier ministre pour contribuer au développement du pays* », a-t-il soutenu. Cette même source souligne qu'« *une vingtaine de députés Mapar soutiennent cette initiative* ». « *Nous avons déclaré que la nomination du premier ministre est inconstitutionnelle. Aussi, le gouvernement qui sera mis en place ne respectera pas la loi. En tant que femme de loi, je considère qu'il n'est pas opportun de prendre part à un gouvernement illégal. S'il y a des membres du Mapar qui veulent en faire partie, il faut demander aux intéressés la raison qui les a motivés* », a vilipendé Christine Razanamahasoa, présidente de l'assemblée nationale et vice-présidente du Mapar. La plateforme est clairement divisée sur la conduite à tenir et elle semble menacée d'implosion. Ira-t-elle jusqu'à résister à la tentation du pouvoir, à opter pour une traversée du désert et à accepter le statut d'opposant offert par la Constitution ?

**La primature croule sous les CV des candidats aux portefeuilles ministériels ou aux plus hauts emplois de l'Etat.** *L'Express* ironise sur cette manie, depuis la Transition, de postuler aux plus hautes fonctions « *comme dans un salon pour jeunes diplômés ou une grande braderie. Tout le monde figure parmi les postulants : des repris de justice comme les délinquants du fisc, des opérateurs véreux, de même que des politiciens revenants que l'on croyait ensevelis par les vicissitudes de l'histoire et les affres de l'échec politique* ». Le quotidien écrit encore : « *Depuis 2009 où le poste de président est à la portée du premier venu, celui de ministre est a fortiori accessible aux copains et aux coquins. Cette ruée est une confirmation de la dégradation constante et rapide des pratiques politiques où l'éthique et la morale sont des notions méconues du glossaire de ce milieu. Elle traduit la précarité de la situation alimentaire parmi les politiciens qui sont finalement les plus vulnérables à la pauvreté. En dehors du cercle du pouvoir, des avantages et des trafics que cela autorise, ils se retrouvent immanquablement dans la dèche* ». *La Nation* écrit pour sa part : « *Tout le monde semble vouloir entrer dans le navire Kolo Roger* », au point que l'on se demande s'il y aura une opposition constituée au gouvernement en place. « *C'est l'appât du gain qui prime* », constate le quotidien.

Selon *Tananews*, 635 candidatures ont été collectées pour des portefeuilles ministériels.

**17/04 - Passation de pouvoir à la primature :** aucun leader du Mapar n'a assisté à la cérémonie, à l'exception du vice-premier ministre chargé du développement et de l'aménagement du territoire, Reboza Julien. Absence très remarquable, entre autres, du ministre de la communication, Harry Laurent Rahajason et de la présidente de l'assemblée nationale, Christine Razanamahasoa, la seule chef d'institution à avoir boycotté l'évènement. Andry Rajoelina n'avait pas été invité et les deux PM n'ont pas évoqué le nom de l'ancien homme fort de la Transition dans leur discours respectif. Hery Rajaonarimampianina a déclaré que le Mapar n'avait pas encore donné son accord à la nomination du Dr Kolo Roger. L'ambassadeur de l'UE a indiqué que les sanctions à l'endroit de Madagascar devraient être levées d'ici deux semaines au plus tard.

**Hery Rajaonarimampianina reçoit une délégation de 35 députés du Mapar.** Conduite par le coordonnateur Maharante Jean De Dieu, la délégation a annoncé sa disposition à travailler avec le président de la République, que ce soit dans le futur gouvernement ou dans d'autres structures étatiques. Une visite en forme de caution qui annonce officiellement, selon *Le Daily*, la division de la plateforme, entre les pro-Rajoelina d'un côté, qui refusent d'intégrer le gouvernement, et les pro-Maharante qui ont accepté la perche tendue par le président et son premier ministre. Une nouvelle donne qui bouleverse l'échiquier politique et qui va rendre nécessaire l'octroi de portefeuilles ministériels aux ralliés de la dernière heure.

**19/04 - Formation du gouvernement de Roger Kolo, composé de 31 membres dont 6 femmes seulement. 7 des ministres ont déjà fait partie du gouvernement de Transition, 4 ont été reconduits dans des fonctions ministérielles<sup>3</sup>.** Roland Ravatomanga reste au ministère de l'agriculture, Johanita Ndahimananjara hérite du département de l'eau, Jacques Ulrich Andriantina est transféré au transport et à la météorologie tandis que l'ancien titulaire de ce poste, Ramarcel Benjamina Ramanantsoa est affecté au tourisme. La présidence se réserve les ministères stratégiques.

**Deux candidats malheureux à la présidentielle et deux candidats recalés ont intégré l'équipe :** Roland Ratsiraka, président du parti MTS, crédité de 9% à la présidentielle, est nommé aux travaux publics, et Joseph Martin Randriamampionona alias Dadafara, (2,33% à la présidentielle) est affecté au ministère de l'élevage et de la protection animale. Les deux candidats recalés par la CES et ayant proposé Hery Rajaonarimampianina comme candidat de substitution sont nommés ministres. Le chef du gouvernement, Roger Kolo, est nommé ministre de la santé publique, tandis que Roland Etienne Jules est désigné ministre de l'industrie, du développement du secteur privé et des petites et moyennes entreprises.

**Deux élus du Mapar intègrent le gouvernement :** Jean de Dieu Maharante et Johanita Ndahimananjara, respectivement élus à Toliara et à Toamasina sous les couleurs du Mapar, ont été nommés respectivement ministre de la fonction publique, du travail et des lois sociales et ministre de l'eau. Roland Ravatomanga, ministre de l'agriculture confirmé dans ses fonctions, représente la mouvance Ravalomanana, dont il est le chef de délégation. Marc Ravalomanana avait proposé une liste de huit noms.

Le nouveau ministre du commerce, Narison Rafidimanana, est l'actuel président du groupement des exportateurs de litchis, également président de la chambre de commerce et de l'industrie de Toamasina. Le nouveau ministre de la défense nationale, Jean Olivier Dominique Rakotozafy est l'ancien directeur de cabinet militaire de l'ancien président de la Transition.

A noter aussi la présence au sein de cette équipe de deux conseillers spéciaux du président, le ministre chargé des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire, Rakotovao Rivo (seul ministre d'Etat) et du ministre de l'éducation nationale, Paul Rabary Andrianiaina.

**Maharante Jean De Dieu, ministre de la fonction publique, du travail et des lois sociales, déclare que le Mapar reste uni.** Le coordonnateur national de la plateforme affirme que malgré le fait que son groupe-

<sup>3</sup> Liste du membre du gouvernement :

*Ministre d'Etat chargé des Infrastructures, de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire :* Rivo Rakotovao

*Ministre auprès de la Présidence chargé des Ressources stratégiques :* Lalarisaina Joëlie Valérien

*Ministre de la Défense nationale :* Général de division Rakotozafy Dominique Jean Olivier

*Ministre des Affaires étrangères :* Razafitrimo Harisoa

*Garde des Sceaux, ministre de la Justice :* Ramanantenasoa Noeline

*Ministre des Finances et du Budget :* Jean Razafindravonona

*Ministre de l'Économie et de la Planification :* Général de division Herilanto Raveloharison

*Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation :* Mahafaly Solonandrasana Olivier

*Ministre de l'Industrie, du Développement du Secteur Privé et des Petites et Moyennes Entreprises :* Jules Etienne Roland

*Ministre de l'Agriculture :* Ravatomanga Roland

*Ministre de la Santé Publique :* Kolo Roger

*Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique :* Rasoazananera Monique

*Ministre de l'Éducation nationale :* Paul Rabary

*Ministre de l'Emploi, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle :* Horace Gatien

*Ministre des Travaux publics :* Ratsiraka Iarovana Roland

*Ministre de la Sécurité publique :* Contrôleur Général de Police Randimisoa Blaise Richard

*Ministre de l'Environnement, de l'Écologie et des Forêts :* Ramparany Antelme

*Ministre du Commerce et de la Consommation :* Rafidimanana Narison

*Ministre de l'Énergie :* Fienena Richard

*Ministre de l'Eau :* Ndahimananjara Benedicte Johannita

*Ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques :* Ahmad

*Ministre de l'Élevage :* Randriamampionona Joseph Martin

*Ministre des Transports et de la Météorologie :* Randriatiana Jacques Ulrich

*Ministre de la Fonction publique, du Travail et des Lois sociales :* Maharante Jean de Dieu

*Ministre de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme :* Johasy Raharisoa Eléonore

*Ministre du Tourisme :* Ramanantsoa Ramarcel Benjamina

*Ministre des Postes, de la Télécommunication, et des Nouvelles technologies :* Rakotomamonjy Ney Patraiky

*Ministre de la Communication, de l'Information et des Relations avec les Institutions :* REBOZA Mahaforona Cyrille

*Ministre de la Jeunesse et des Sports :* Andriamosarisoa Jean Anicet

*Ministre de l'Artisanat, de la Culture et des Patrimoines :* Randrianarisoa Voanalaroy

*Secrétaire d'Etat auprès du ministère de la Défense chargé de la Gendarmerie :* Général de division Paza Didier Gérard

ment estime que la nomination du premier ministre est inconstitutionnelle, il faut avancer et considérer l'intérêt du peuple et de la nation. Il considère que ce sont ceux qui ont soutenu le président Hery Rajaonarimampianina en vue de son élection mais qui lui tourne le dos actuellement se positionnent en opposants.

« Ces ministres représentent toutes les forces vives de la Nation, ce qui veut dire que j'ai mis en place un gouvernement d'ouverture » déclare le premier ministre. A noter cependant deux grands absents : le parti Vert de Sarah Georget et le parti de l'ancien premier ministre Camille Vital. Deux partis qui ont des députés à l'assemblée nationale, mais qui n'avaient pas soutenu Hery Rajaonarimampianina lors de la présidentielle. Le gouvernement est représentatif de l'équilibre régional. Le principe de « zéro redoublement » n'a pas été respecté à la lettre - la moitié des nouveaux ministres sont des têtes bien connues de la période transitoire -, pas plus que la parité des genres, qui constitue l'un des objectifs du Millénaire pour le développement. Trois officiers généraux intègrent l'équipe.

Analyse de L'Express : « le chef de l'État paraît avoir pris soin d'écartier la politique des départements stratégiques, soit en les gardant sous sa tutelle, soit en y nommant des technocrates triés sur le volet. L'exemple significatif est le ministère auprès de la présidence, chargé des ressources stratégiques. Il concernerait les mines et le processus d'exploitation en amont et en aval des hydrocarbures. Ce département sera dirigé par Joëlle Valérien Lalarisaina, ancienne directrice de l'office des mines nationales et des industries stratégiques [Omnis]. Le ministère des affaires étrangères est occupé par Harisoa Razafitrimo. Une diplomate de carrière, considérée comme une « chevronnée » par ses pairs. Pareillement, pour le ministère de la justice, qui est attribué à Noeline Ramanantenasoa, auparavant directrice de la promotion de l'intégrité de ce cabinet. Le général Dominique Jean Olivier Rakotozafy, quant à lui, prend les rênes des forces armées. L'officier est qualifié de « gardien des valeurs » au sein de la grande muette. Un autre fonctionnaire reconnu dans son domaine a été placé au ministère de la sécurité publique, en la personne du contrôleur général de police, Blaise Richard Randimbisoa. Jean Razafindravonona est le nouveau ministre des finances et du budget. Lui qui, auparavant, a été directeur du budget au sein de ce département et un temps pressenti pour remplacer Hery Rajaonarimampianina en tant que grand argentier lors de la candidature de celui-ci à la présidentielle ». Le quotidien recense neuf anciens ministres, deux anciens du CST et des personnalités ayant déjà occupé des postes au niveau d'une institution de la Transition. Figurent parmi eux des individus ayant écopé de sanctions internationales. Il se dit déçu de constater que le renouvellement attendu du personnel politique n'est pas au rendez-vous et considère qu'une équipe plus resserrée aurait été plus efficace mais, admet-il, « il est vrai qu'il faut donner satisfaction au plus grand nombre. Des amis aux ennemis, en passant par les camarades, les partenaires, les alliés et évidemment les incontournables techniciens exigés par les circonstances ». Un gouvernement « hétéroclite » comme l'analyse le service communication de la direction générale du Trésor. « Travailler en paix est sans doute à ce prix. Concilier les impératifs de la réconciliation et les exigences de la relance de l'économie n'est pas une tâche facile. Et tout se complique quand il faut y ajouter les devoirs de reconnaissance, et la volonté d'avoir un œil ou un bras qui traîne dans certains départements stratégiques », conclut L'Express.

La Nation exprime sa déception : nombreux sont ceux qui ne s'attendaient pas à voir certaines têtes connues pour leur passé peu recommandable être maintenus dans les allées du pouvoir. A l'exception de quelques personnalités crédibles qui ont déjà fait leur preuve, le casting n'est pas bon, pour le quotidien. Dans le collimateur, les titulaires des départements de la communication, des ressources halieutiques, de l'environnement et des forêts... Le fait d'avoir nommé deux transfuges du Mapar risque d'être une source de difficultés au lieu de calmer le jeu. Compte tenu de cette composition qui tente de faire du neuf avec du vieux, « des doutes persistent quant au retour de l'AGO et l'obtention du 11e FED » va jusqu'à déclarer Julien Radanoara, spécialiste en relations internationales. La France en revanche ne peut que se déclarer satisfaite avec la nomination de personnalités connues pour leurs liens avec l'ancienne métropole, note le quotidien.

**L'UE a aussitôt salué la formation du nouveau gouvernement** : « Une étape importante » qui, selon la haute représentante Catherine Ashton, « ouvre la voie à la normalisation totale des relations de l'UE avec Madagascar et la reprise complète de la coopération pour le développement ». François Goldblatt, ambassadeur de France, s'est exprimé sur son compte Twitter à propos de la formation du nouveau gouvernement : « un gouvernement tourné vers l'action avec lequel l'ambassade de France se réjouit de coopérer ».

**22/04 - La mouvance Ravalomanana confirme son soutien au gouvernement Kolo.** « En fait, on n'a pas eu le choix. La mouvance a décidé de soutenir le président Hery Rajaonarimampianina. Si nous voulons être logique envers nous-même et ce n'est pas parce qu'on n'a qu'un seul ministre dans ce gouvernement qu'on doit basculer dans l'opposition après avoir officiellement reconnu l'élection du président de la République. Si nous avons opté pour ce revirement, c'est la crédibilité idéologique et notre éthique politique qui seraient en jeu », explique le ministre Roland Ravatomanga. Marc Ravalomanana lui a téléphoné pour lui faire part de sa satisfaction mais certains militants contestent la composition de la nouvelle équipe et rappellent leurs exigences : retour de l'ancien président en exil, ouverture des stations radio et TV fermées durant la Transition et libération sans condition de tous les détenus politiques. Or, sur ce dernier point, Hery Rajaonarimam-

pianina a déclaré lors de son séjour à New York qu'il n'y avait plus de détenus politiques à Madagascar. Pour *Tribune*, « *aux yeux de l'opinion, le grand perdant dans ce gouvernement est la mouvance Ravalomanana, quoi qu'en dise le ministre reconduit ou remis à sa place, Roland Ravatomanga* ».

**22/04 - « Equipe de Roger Kolo : un gouvernement de reconnaissance »**, pour le journaliste-blogueur Alain Itoniaina. « *L'équipe du premier ministre n'est pas à la hauteur des presque trois mois d'attente après l'investiture de Hery Rajaonarimampianina. Elle reflète mal le rapport de forces à l'assemblée nationale qui devrait pourtant guider ce gouvernement. La tendance à la récompense de ceux qui ont soutenu le candidat à l'élection présidentielle prend le dessus sur les techniciens. (...) La présence des proches collaborateurs de Hery Rajaonarimampianina saute aux yeux dans la formation du gouvernement. (...) Au niveau des forces armées, la tendance à la montée en force dans les rouages du pouvoir d'un groupe d'officiers généraux, anciens responsables au ministère de la défense nationale du temps de Cécile Manoroahanta et porteur d'un projet important pour les forces armées, se dessine. (...) La présence des dissidents du Mapar, (...) et la reconduction de Roland Ravatomanga au ministère de l'agriculture peut-elle être considérée comme un signe d'ouverture ? (...) Ce gouvernement est en train de confirmer le glissement vers un régime présidentiel de fait. (...) Hery Rajaonarimampianina traduit sa promesse de « rupture dans la continuité » par la présence de 16 personnalités ayant déjà fait partie des différents gouvernements de transition. (...) La question qui se pose concerne la capacité de ce gouvernement plus politique que technique à réaliser le programme ambitieux tracé par le président de la République dans un contexte socio-économique difficile* ».

**23/04 - Le nouveau ministre de la communication, Reboza Cyril, annonce qu'une étude sera lancée pour examiner les conditions de réouverture des stations fermées durant la Transition.** « *Il convient de déterminer si elles ont réellement été fermées pour des raisons politiques* », déclare-t-il. Le ministre envisage d'organiser une rencontre avec les patrons de presse en vue de discuter de la possibilité de proposer des formations pour le renforcement des capacités des journalistes. Il envisage également d'améliorer les textes juridiques régissant le monde de la presse. Il est envisagé d'autoriser les chaînes audiovisuelles à émettre sur tout le territoire national.

## ► HCC

**01/04 - Omer Beriziky a sollicité une nouvelle fois la HCC au sujet de l'article 54 de la Constitution avant de se rétracter.** Le premier ministre a, par deux fois, saisi la HCC. Une première fois pour « *reformuler la requête* » qu'il avait déposée quelques semaines plus tôt sur l'interprétation de l'article 54 de la Constitution, une seconde fois, pour « *connaître la portée d'un arrêt, d'une décision ou d'un avis de la HCC* ». La première requête aurait été retirée aussi vite qu'elle avait été déposée, affirme une source avisée. Dans cette requête, il demandait aux juges constitutionnels de préciser le type d'entité habilitée à présenter le nom du premier ministre, les acteurs politiques ne s'entendant pas sur la notion de majorité contenue dans l'article 54 de la Constitution. Un avis avait déjà été rendu sur cette question suite à une requête de Dolin Rasolosa, ancien président du CST, mais Omer Beriziky aurait jugé utile de connaître l'avis de la Cour nouvellement recomposée. Hery Rajaonarimampianina s'était lui-même déclaré « *consterné* » par l'avis de la HCC en faveur de la désignation par une majorité relative de députés. Jean-Éric Rakotoarisoa, nouveau membre de la HCC désigné sur le quota présidentiel, a soutenu à plusieurs reprises avant sa nomination que la majorité appelée à présenter le premier ministre ne pouvait être qu'absolue. Dans sa seconde requête, le premier ministre demande à la HCC son avis sur l'article 120 de la Constitution. Il s'agit, dit-il, de « *connaître la portée d'un arrêt, d'une décision ou d'un avis de la HCC* ». Jean-Éric Rakotoarisoa avait également déjà donné son avis sur ce sujet. L'universitaire avait indiqué que « *seuls les arrêts et les décisions de la HCC s'imposent aux pouvoirs publics ainsi qu'aux autorités administratives et juridictionnelles* ». Les avis restent consultatifs et ne lient en rien ces derniers.

**12/04 - La HCC confirme que ses avis ne s'imposent pas.** Dans un avis publié le 11 avril, la HCC précise que « *dans ses attributions consultatives, la Haute Cour Constitutionnelle rend un avis motivé sur la base de la Constitution (...) Les avis de la Haute Cour Constitutionnelle, non revêtus d'effet obligatoire, n'en possèdent pas moins une haute valeur juridique ainsi qu'une grande autorité morale* ». Ce dernier avis aurait été le feu vert attendu par Hery Rajaonarimampianina pour enclencher la procédure de nomination de Roger Kolo à la primature sur la base d'une présentation de candidats par une majorité absolue de députés.

## ► Assemblée nationale - La question de la destitution du bureau permanent

**18/04 - Les députés membres de la PMP, surtout ceux qui n'ont pas été choisis pour intégrer le prochain gouvernement, exigent la destitution du bureau permanent.** 76 d'entre eux réclament la convocation d'une session extraordinaire. L'article 76 de la Constitution stipule que la tenue d'une session extraordinaire nécessite l'adhésion de la majorité absolue des députés. « *Le quorum est déjà largement dépassé* », soutient l'un des leaders de la PMP. Cette session devrait élaborer un nouveau règlement intérieur avant la

session ordinaire qui doit s'ouvrir le 7 mai. Christine Razanamahasoa, présidente de la chambre basse, avait proposé une négociation pour « *l'élargissement du bureau permanent* » afin que les membres actuels restent en place, une proposition rejetée par la PMP qui réclame de nouvelles élections.

**23/04 - Ouverture d'une session extraordinaire de l'assemblée nationale pour adoption du nouveau règlement intérieur.** Une deuxième session extraordinaire serait convoquée à la demande de la PMP avant la session ordinaire afin de procéder à l'élection des nouveaux membres du bureau et consacrer la mise sur la touche de la présidente, Christine Razanamahasoa. « *Le Mapar aura ses représentants au sein du nouveau bureau permanent. Mais, nous ne sommes pas pour le maintien de Christine Razanamahasoa à la présidence de l'Institution.* », confie un député de la PMP. *La Gazette* écrit : « *Au cours de cette session, on rencontrera des députés échanger des enveloppes contre des promesses dans les couloirs, les voitures et à la cafétéria. En effet, l'enjeu est important puisque les débats autour du règlement intérieur s'étendront au maintien ou non des membres du bureau permanent présidé par Christine Razanamahasoa. (...) Face à l'ambition de la PMP et du Mapar de maîtriser le bureau permanent, les députés seront tentés de soutirer d'énormes sommes sonnantes et rébuchantes pour combler le vide laissé par le non-paiement de leurs indemnités [depuis deux mois qu'ils sont en fonction]...* ». Si les députés de la PMP attendent avec impatience cette session, ceux du Mapar dénoncent une mascarade. Les membres du bureau soutiennent que seul l'élargissement de celui-ci est envisageable et non sa dissolution.

**24/04 - Nouveau bras de fer entre Mapar et PMP à l'occasion de l'ouverture de la session extraordinaire, d'une durée maximale de 12 jours.** *L'Express* rappelle qu'en quelques semaines le paysage politique a changé, particulièrement après la nomination du premier ministre et la mise en place du gouvernement. Le Mapar détient encore la majorité mais il est de plus en plus dépouillé de ses députés. Certains membres de son allié, le GPS, ont quitté le navire pour renforcer les rangs de la PMP. Celle-ci est désormais en position de force pour placer ses hommes au sein du bureau permanent, qui, dans sa configuration actuelle, est exclusivement formé par des députés Mapar. Christine Razanamahasoa riposte : « *le Mapar aussi peut piquer les députés issus d'autres mouvances.* » Une démarche difficile, tant que cette plateforme s'éloigne du régime de Rajaonarimampianina. Ses membres, Christine Razanamahasoa en tête, ont dénoncé l'illégalité de la nomination du premier ministre Roger Kolo. Le Mapar a officiellement annoncé qu'elle n'entrera pas dans le nouveau gouvernement. Pour la présidente de l'assemblée, la tenue de nouvelles élections pour le bureau permanent est impossible. « *Cela doit être précédé par la destitution du bureau permanent, pourtant, ce bureau ne peut être destitué qu'en cas de constatation de fautes graves suivie d'un vote des 2/3 des députés* », a-t-elle soutenu, ajoutant : « *dans sa décision, la HCC n'a aucunement proposé la destitution du bureau permanent. Au contraire, elle confirme son existence légale* ». Pour les députés PMP, en revanche la dissolution du bureau permanent n'attend qu'une formalité. « *Cette dissolution sera effective après que la HCC aura validé le projet de règlement intérieur* ». Plusieurs projets de règlement intérieur ont été remis au secrétariat de la chambre basse dont un émanant de la PMP.

**26/04 - Hery Rajaonarimampianina : « La dissolution de l'assemblée n'est pas encore dans mes options ».** Le chef de l'État déclare qu'il a confiance en la solidité de « *la majorité* » qui affirme le soutenir à l'assemblée nationale. Selon ses dires, « *la solidité et la stabilité, ça se construit de jour en jour. Je suis certain que tout le monde est conscient de l'intérêt national. C'est cela qui va consolider le socle de stabilité à tous les niveaux des institutions. Je crois que l'on va dans le sens de cette stabilité* », Les grincements de dents de certaines entités membres de la PMP, une fois la composition du gouvernement connue, pourrait justifier cette réserve. La solidité de cette « *majorité* » hétéroclite semble encore précaire. Questionné sur l'éventualité d'une dissolution de l'assemblée nationale pour cas où le vent tournerait, il répond qu'il « *n'a pas encore envisagé cette option* ». Hery Rajaonarimampianina ne se sent pas gêné par « *une opposition zéro* ». « *Une démocratie ça s'apprend. Qu'il y ait une opposition, ça s'apprend. S'il n'y en a pas, ça s'apprend, aussi. Nous verrons, selon l'évolution des choses* », indique-t-il. Le chef de l'Etat confirme que ses liens avec Andry Rajoelina se sont distendus. « *Je n'ai pas eu de contact avec lui, ces derniers temps. Donc, je ne peux pas me prononcer sur l'état de nos relations* », concède-t-il.

**29/04 - Le nouveau règlement intérieur adopté. La composition du bureau permanent a été élargie.** Un troisième questeur sera nommé qui veillera à la transparence et la bonne gouvernance. Chacun des 6 vice-présidents aura droit à 5 conseillers au lieu de 2. Les commissions permanentes sont au nombre de 30, contre 26 dans le précédent document. Le nouveau texte sera soumis à la HCC. Une nouvelle session extraordinaire devrait être convoquée très rapidement pour procéder à l'élection du nouveau bureau permanent. L'adoption du projet de 223 articles a été obtenue à l'issue de débats houleux entre la PMP et le Mapar. En position de force face à Mapar d'Andry Rajoelina, la PMP est parvenue à ses fins, dans une ambiance marquée par la fatigue et la lassitude. Christine Razanamahasoa, député Mapar et présidente de l'assemblée, a quitté la séance plénière avant la fin des travaux. Elle est accusée par les membres de la PMP de vouloir freiner le transfert du dossier adopté à la HCC qui doit le valider. L'ancienne ministre recherche à la présidence de faire du forcing pour obtenir la destitution du bureau permanent, avec la complicité

té de la nouvelle HCC. Elle dément l'information selon laquelle le bureau permanent envisage de déposer une démission collective. La PMP a déjà désigné son candidat pour le perchoir, en la personne de Jean-Max Rakotomamonjy. *La Gazette* dénonce le doublement des membres de cabinets et des assistants parlementaires, « *au détriment des contribuables qui croulent sous la pauvreté* ». Une opportunité pour « *placer les copains et les coquins* ».

**25/04 - Hery Rajaonarimampianina a pris une ordonnance imposant aux députés le dépôt d'une déclaration de patrimoine auprès du Bianco et de la HCC.** Ces derniers sont contraints de déclarer leurs avoirs durant les cinq dernières années. L'ordonnance élargit la liste des personnes contraintes à la déclaration de patrimoine aux épouses et enfants encore mineurs des élus, ainsi qu'à leurs collaborateurs et partenaires d'affaires. La HCC serait autorisée à prononcer la déchéance d'un député au cas où elle constaterait des anomalies ou des fausses déclarations. « *Les mesures d'enquête préliminaire peuvent désormais être engagées à tout moment, même sans levée préalable de l'immunité* », stipule l'ordonnance. Seule l'arrestation nécessite l'autorisation du bureau de l'assemblée. En outre, l'immunité ne protège pas les députés qui commettent des contraventions de simple police. D'après le quotidien et si l'on se réfère au contenu de ce texte, on s'acheminerait vers la suppression de l'immunité parlementaire. Bon nombre de nouveaux élus seraient menacés par ces nouvelles dispositions. Les députés envisageraient de former un bloc pour contester cette ordonnance que certains assimilent à une manœuvre visant à les mettre au pas. Elle serait particulièrement dangereuse pour les députés exerçant les fonctions d'opérateurs économiques. Les députés du Mapar se sentent tout particulièrement visés mais le mécontentement s'est manifesté également au sein de la PMP. Certains d'entre eux évoquent une grave atteinte à la démocratie, s'offusquant que ce texte ait été pris par voie d'ordonnance. La procédure pourrait être attaquée devant le Conseil d'État. Pour *L'Express*, le texte de 73 articles qui devrait ravir l'opinion publique, particulièrement après ces 5 années de transition où les « *parlementaires* » avaient acquis une mauvaise réputation. Le quotidien estime qu'il s'agit d'une bonne initiative de la part du nouveau pouvoir, qui a fait de la lutte contre la corruption l'une de ses priorités. Mais la corruption et les enrichissements illicites ne concernent pas seulement les élus. Ces dispositions devraient être élargies au niveau des autres institutions, particulièrement la présidence et le gouvernement. Certains, comme Guy Rivo Randrianarisoa, député de la mouvance Ravalomanana, demandent qu'on applique la règle à tout le monde, y compris au président de la République : « *On verra alors comment il a financé sa campagne* ».

**30/04 - Commentaire de *L'Express* sur la situation à l'assemblée nationale :** « *Le parlement est devenu une chambre à gages où l'argent n'a pas d'odeur. Mapar s'est fait prendre à son propre piège en usant des espèces sonnantes et trébuchantes pour se doter d'une majorité fictive et fluctuante selon le cours du marché. Il a été « trahi » par quelques-uns de ses membres les plus influents restés fidèles au soutien du président, candidat originel de Mapar que Rajoelina a désavoué. Mapar tente à tous les coups de retarder son décès en procédant à des manœuvres dilatoires mais son adversaire, la PMP, a déjà rédigé son faire-Mapar. Sa mort a été prononcée sur ordonnance par la présidence à travers la loi organique qui définit le règlement intérieur de l'assemblée nationale. Les représailles de la PMP sont directement proportionnelles aux tentatives de résistance du Mapar. La dernière velléité du Mapar a été de vouloir camoufler le règlement intérieur après son inévitable adoption pour qu'il ne tombe pas sur la table de la HCC. A priori Mapar devrait jouer dans la cour de l'opposition. Une situation inédite au monde et rocambolesque. Mais elle est le couronnement d'une pratique politique insaisissable qui n'obéit à aucune norme et dont la seule boussole est le froissement des liasses, l'attrait magnétique des sièges. C'est le seul salut de Mapar, à moins de vouloir s'entêter dans la contestation d'un processus irréversible et de compromettre son existence en poussant le président à la dissolution de l'assemblée. Pour le moment, ce n'est pas dans ses options étant donné qu'avec le règlement intérieur et la déchéance éventuelle de certains députés véreux, un assainissement va s'opérer de lui-même. Mais, cela reste une éventualité très possible* ».

## ► **Diplomatie, coopération**

**02/04 - La question du retour des exilés politiques et la composition du futur gouvernement préoccupe les Etats-Unis.** Le sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires africaines, Robert Jackson, a fait savoir que durant son récent séjour à Madagascar il a rencontré l'ex-première dame, Lalao Ravalomanana. Il souligne que « *c'est aux Malgaches de déterminer les conditions propices pour le retour des exilés politiques* ». Il précise en outre que la levée des sanctions, la reprise de l'AGOA et l'envoi d'un ambassadeur dépendront de la composition du futur gouvernement malgache. « *Ce gouvernement devrait être représentatif de toutes les tendances politiques. Tous les personnages ayant participé au coup d'Etat de 2009 ne sont pas nécessairement utiles* » a-t-il prévenu. « *Ce n'est pas un accident si je suis venu à Madagascar tout de suite après la visite du président Hery Rajaonarimampianina aux Etats-Unis. Le moment est venu de rétablir la relation qui s'est dégradée ces cinq dernières années* », a-t-il ajouté, laissant clairement entendre que le carton d'invitation de Hery Rajaonarimampianina pour participer au sommet États-Unis-Afrique au mois d'août n'est pas encore acquis. Pour *Midi*, ces déclarations constituent la démonstration que le chef de l'Etat

est sous l'emprise des pressions internationales et qu'il se devra de résister aux exigences du Mapar pour la constitution du gouvernement.

**09/04 - Le vice-premier ministre en charge de l'aménagement du territoire, Reboza Julien, s'est vu refuser son visa par le gouvernement américain.** Pour *Midi*, il se confirme que les sanctions infligées aux 109 personnalités de l'ancienne Transition restent en vigueur et que les Etats-Unis n'accepteront pas que les personnalités compromises dans le coup d'Etat de 2009 siègent dans le nouveau gouvernement. Deux membres du gouvernement, en revanche, le vice-premier ministre en charge de l'économie et de l'industrie, Botozaza Pierrot, et le ministre des finances, Lantoniaina Rasoloelison, ont pu embarquer sur le vol à destination de Washington, où ils participeront aux réunions de printemps de la Banque mondiale. D'après Botozaza Pierrot, la délégation malgache a pour mission de renouer les liens avec certains partenaires et de présenter une ébauche de plan pour la relance économique de Madagascar.

**03/04 - Sommet UE-Afrique : Hery Rajaonarimampianina rencontre le vice-président de la Banque européenne d'Investissements (BEI) et le président français François Hollande.** Avec la BEI ont été évoqués les questions ayant trait à la réhabilitation des routes nationales, dont l'état s'est fortement détérioré ces dernières années par manque d'entretien. Il a également été question des aides en matière d'énergies renouvelables et de relance de la Jirama. Avec François Hollande, l'entrevue a notamment porté sur la consolidation de la coopération en matière de formation professionnelle, le rétablissement de la sécurité (y compris maritime) et le développement économique, avec sollicitation d'investisseurs français. Le président français a invité son homologue à une visite officielle en France, dont la date reste à fixer. Une rencontre a également eu lieu avec le secrétaire général de la COI, Jean-Claude de l'Estrac. La présidence tournante de la COI doit revenir en juillet à Madagascar. *La Gazette* rappelle que l'UE, contrairement à l'UA, n'a pas encore levé ses sanctions à l'encontre de Madagascar, prises en vertu des Accords de Cotonou (mesures contre le non-respect de l'Etat de droit, des droits de l'homme et des principes démocratiques). Le chef de l'Etat a eu des rencontres avec la diaspora malgache en Europe, que certaines estimations chiffrent à 500.000 personnes. Une occasion pour lui de l'inviter à s'impliquer dans le développement du pays. Le président a annoncé la création d'une direction générale de la diaspora. Un premier pas avant l'éventuelle création d'un ministère. Selon certains observateurs, le président serait à la recherche de personnalités aux compétences reconnues au sein de la diaspora pour constituer son gouvernement et échapper à l'emprise d'une classe politique malgache très largement déconsidérée.

**Mission parlementaire française : « L'absence de gouvernement a des impacts sur la gouvernance ».** Composée de sénateurs membres du groupe d'amitié franco-malgache, elle effectue actuellement une visite dans la Grande île. Evoquant la bonne gouvernance, la mission dirigée par Richard Yung, sénateur de gauche représentant les Français établis hors de France, a souligné l'importance de la formation rapide du gouvernement afin d'établir un programme structuré pour relancer l'économie nationale et rassurer les investisseurs étrangers. Le rétablissement de l'Etat de droit, la sécurité fiscale, l'accès à l'énergie, le développement des réseaux de communication, constituent des défis majeurs pour le nouveau pouvoir. Concernant le dossier des îles Eparses, les sénateurs français se sont montrés ouverts à l'option de la cogestion évoquée par Hery Rajaonarimampianina. La délégation a été reçue par des membres du bureau permanent de l'assemblée nationale. Ils ont parlé des droits et devoirs des parlementaires. Ont également été au centre des discussions les questions d'éducation, de santé et de corruption au sein de la justice.

**08/04 - La présidence de la COI échoit à Madagascar.** La cérémonie de passation doit se tenir aux Comores. Ce sommet se présente comme crucial pour les îles de l'océan Indien et à plus fortes raisons pour Madagascar, la COI ayant décidé de faire de la Grande île le grenier de la région, ce qui pourrait signifier affectations de terres agricoles à des projets dont la mise en œuvre nécessitera doigté et intelligence au vu du sort réservé au projet Daewoo sous le dernier mandat de Marc Ravalomanana. Et ce au moment où les sociétés civiles sont plus que jamais sensibilisées à cette question de l'accaparement des terres<sup>4</sup>. Sécurité des eaux marines et lutte contre la piraterie maritime seront également au centre des discussions. Mais aussi le statut des îles Eparses et les recherches pétrolières. Les Comores se sont maintenant partie prenante sur ces dossiers. Les Seychelles sont aussi dans la course, tandis que Maurice a déjà convenu de cogérer avec la France certaines de ses ressources sur Tromelin la seule des îles Eparses qui ne soit pas située dans le canal du Mozambique.

**09/04 - La question des îles Eparses embarrasse Hery Rajaonarimampianina, constate *Tribune*.** Lors de la campagne électorale, il avait laissé croire qu'il allait examiner ce dossier qui est pendant auprès de l'ONU et qu'il allait réclamer le retour de ces îles sous souveraineté malgache. Une fois élu, la presse nationale et internationale le sollicite à chaque occasion sur le sujet. Ce fut le cas notamment lors de son récent

<sup>4</sup> Cf. Blog Justmad – Lettre ouverte au président de la République - <http://p1.storage.canalblog.com/17/05/448497/95208778.pdf>

séjour à Bruxelles. Hery Rajaonarimampianina avoue qu'il faudra négocier avec l'État français à propos de ces territoires qui, au cours de la décolonisation, ont été retirés à Madagascar.

**25/04 - Le syndicat des corps du ministère des affaires étrangères (Syncormae) et le syndicat des enseignants chercheurs de l'enseignement supérieur (SECES) montent au créneau pour revendiquer le rattachement des « Îles Éparses » à Madagascar.** Harimanana Raniriharinosy, maître de conférences en droit international à l'Université d'Antananarivo et expert en relations internationales, soutient que la France a volé ces îles à Madagascar. Les Nations unies, lors de la 99ème séance plénière du 12 décembre 1979, ont clairement reconnu que ces îles appartiennent à Madagascar. Dans sa résolution 34/79, l'assemblée générale a « *invité le gouvernement français à entamer sans plus tarder des négociations avec le gouvernement malgache en vue de la réintégration des îles précitées [les Îles Éparses], qui ont été séparées arbitrairement de Madagascar* ». Une résolution non suivie d'effet par la France, qui a refusé de les restituer au moment d'accorder à la Grande île son indépendance, le 26 juin 1960, en violation du principe du respect de l'intégrité territoriale. Hery Rajaonarimampianina a fait part de son intention d'entamer des pourparlers avec son homologue français en vue de la cogestion de ces îles. Une position rejetée par les syndicats précités pour qui les Îles Éparses sont de droit une propriété exclusivement malgache. « *Îles Éparses* » est une terminologie posée par la France. Selon la convention des Nations unies, ces 5 îlots s'appellent « *îles malgaches* ». Elles engendrent 386.000 km<sup>2</sup> de zone économique exclusive (ZEE) et possèdent un potentiel de gaz naturel et de pétrole. Un arrêté du gouvernement français du 23 mai 2005 autorise des prospections préalables sur le sous-sol marin. L'autorisation dite « *APP de Juan de Nova maritime* » porte sur une superficie de 62.000 km<sup>2</sup>. *La Gazette* indique que le premier ministre mauricien, Navin Ramgoolam, vient de demander solennellement à la Grande-Bretagne d'ouvrir des négociations sur l'archipel des Chagos. Ce groupe d'îles situé dans l'océan Indien a été détaché de l'île Maurice au moment de son indépendance. L'île sœur a déjà porté l'affaire devant le tribunal arbitral de l'ONU sur les droits de la mer. Pour ce faire, Navin Ramgoolam a monté à Londres un pool d'experts juridiques dont la mission est de défendre la cause de l'île Maurice. Un exemple dont ferait bien de s'inspirer Madagascar, estime le quotidien.

**29/04 - Les Îles Éparses pourraient devenir un différend pétro-gazier majeur entre la France et Madagascar, selon le site Ecofin,** qui rappelle que ces îlots sont situés à proximité du riche bassin Rovuma mozambicain regorgeant d'importants gisements d'hydrocarbures. Les enjeux sont à la fois stratégiques, économiques et environnementaux.

**11/04 - Les forces malgaches sollicitées en Centrafrique.** Revers de la médaille. Les élections faites, Madagascar a été réintégré comme membre à part entière de l'UA et devra donc remplir ses obligations vis-à-vis du continent africain. Une participation à la mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA) a été sollicitée. L'effectif demandé serait de 140 hommes, des gendarmes et des policiers. Une requête qui serait vue d'un mauvais œil par une partie de l'opinion étant donné l'insuffisance des effectifs des forces de l'ordre pour faire face à l'insécurité qui sévit dans la Grande île. « *Madagascar n'est pas obligé d'accepter la demande de l'UA, s'il s'avère que la demande est au-dessus de ses moyens* », a tempéré le ministre des forces armées, rappelant toutefois que le pays a signé des engagements internationaux.

**22/04 - Les premières réactions internationales à la constitution du gouvernement Kolo sont encourageantes.** La présence d'anciens de la Transition dans les rangs de la nouvelle équipe n'a pas été évoquée. Nkosazana Dlamini-Zuma, présidente de la commission de l'UA, a notamment déclaré qu'elle « *se félicite de l'évolution encourageante de la situation politique à Madagascar* ». Catherine Ashton, haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a également salué la mise en place du nouveau gouvernement. « *Elle ouvre la voie à la normalisation totale des relations de l'UE avec Madagascar, et la reprise complète de la coopération au développement* », indique sa déclaration. François Goldblatt, ambassadeur de France, « *se réjouit* » de coopérer avec la nouvelle équipe. La communauté internationale semble avoir été rassurée de constater que des technocrates ont été nommés aux postes clés, reléguant les « *strapontins* » aux politiciens. Les États-Unis, deuxième partenaire bilatéral de la Grande île, n'ont pas encore réagi. En marge de la passation de service entre Roger Kolo et son prédécesseur, Éric Wong, chargé d'affaires des États-Unis, a semblé plus mesuré quant à la position des États-Unis sur le « *redoublement* » d'anciens ministres de la Transition. Les Américains pourraient revoir leurs exigences en cas de satisfecit d'une large majorité de la communauté internationale, estiment certains observateurs, afin de ne pas se trouver marginalisés.

**24/04 - Le GTT International-Genève dit « non à la levée des sanctions sans conditions » par la communauté internationale.** Il proteste contre les déclarations d'Andris Piebalgs, commissaire européen en charge du développement, concernant leur possible levée qui serait en contradiction avec l'article 96 de l'accord de Cotonou. Il estime qu'aucun des engagements pris par les signataires de la feuille de route du 16 septembre 2011 n'a encore été tenu: Les élections ont été fortement décrédibilisées en raison des fraudes massives et des sommes faramineuses, de provenance douteuse investies dans la campagne, les

mesures d'apaisement concernant le respect des droits de l'homme sont ignorées : les prisonniers politiques ne sont pas libérés, les exilés ne sont pas autorisés à revenir librement au pays, notamment Marc Ravalomanana. Aucune des 80 stations fermées n'est autorisée à rouvrir, la grande majorité des membres du gouvernement (30 sur 31 ministres) appartiennent « au cercle des putschistes ». Enfin, le ministre de l'environnement, Anthelme Ramparany, serait non seulement connu de longue date pour avoir facilité le trafic des bois précieux (en étant membre de la commission d'enquête parlementaire sur le trafic de bois de rose), mais serait aussi fortement soupçonné d'y être impliqué.

**23/04 - Le chargé d'affaires américain Éric Wong reconnaît le gouvernement Kolo.** Il était temps car l'opinion publique commençait à se demander ce que cette lenteur de l'administration Obama signifiait. On peut penser que le gouvernement américain attendait les prises de service de quelques nouveaux membres du gouvernement, tels le ministère en charge des ressources stratégiques, le ministère chargé des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire, celui de la justice (droits de l'homme et Etat de droit) et le ministère de la santé publique, soient effectives pour se prononcer. Le ministre n'a pas fermé la porte à l'éventualité d'ouverture de nouveaux organes audiovisuels, sous réserve des disponibilités techniques. « *Si les efforts de Madagascar continuent dans ce sens, la nomination d'un ambassadeur qui occupera la villa Philadelphie ne devrait pas tarder* », a fait part le chargé d'affaires. Selon ses dires, cette reconnaissance réactivera les coopérations suspendues durant la crise, comme l'AGO. « *Je ne peux toutefois pas avancer que Madagascar est déjà réintégré dans l'AGO, mais seulement que le pays est en bonne voie, car l'un des principaux critères est la bonne gouvernance* », a tempéré le diplomate, insistant également sur « *le respect des droits de l'homme* ».

37 nouveaux volontaires du corps de la paix ont prêté serment sous la présidence du chargé d'affaires des États-Unis, en présence du premier ministre. Ils travailleront dans les secteurs de la santé et de l'agriculture. Il y a actuellement 133 volontaires à Madagascar travaillant dans les secteurs de l'éducation, l'agriculture et la santé. 1.085 volontaires ont servi à Madagascar depuis l'ouverture du programme en 1993.

**30/04 - Gouvernement Kolo : « une victoire diplomatique française », selon Harimanana Raniharinosy, professeur à l'Université d'Antananarivo et expert en relations internationales.** La formation du gouvernement comportait selon lui des enjeux internationaux qu'il ne faut pas sous-estimer. La rivalité entre grandes puissances, dont la France et les États-Unis, a pesé sur les décisions. Selon l'universitaire, le chef de l'Etat a choisi son camp. « *Les choix politiques de Rajaonarimampianina confirment la victoire politique française sur les Américains. Paris a pris sa revanche sur Washington. Ce dernier avait tout fait en 2002 pour délivrer Madagascar des ailes françaises* », affirme-t-il. « *Les Américains vont laisser Madagascar pour la France* », a-t-il conclu.

## ► Divers

**07/04 - Députés : pas encore de salaire et exposition à la corruption.** *La Gazette* révèle que les nouveaux élus, en fonction depuis près de 3 mois, n'ont pas encore touchés leurs émoluments. Privés de ressources lors de leur séjour dans la capitale, ils seraient exposés à toutes les tentations et seraient la proie facile des corrupteurs. Des témoignages confirment que dans les moments stratégiques à l'assemblée nationale des corrupteurs hantent les couloirs et proposent leurs services. Aucun texte ne régit encore le salaire et les avantages des députés de la nouvelle législature, rappelle le quotidien. Les textes appliqués aux assemblées non élues de la Transition, le CST et le Congrès, entités désignées, ne peuvent leur être appliqués.

**Marc Ravalomanana place ses pions dans le nouveau régime.** Roland Ravatomanga, chef de délégation, rappelle que l'ancien chef de l'Etat, s'alignant sur la position de la communauté internationale, a reconnu l'élection de Hery Rajaonarimampianina. Une position dictée par les intérêts et la survie de sa mouvance, hyperactive dans le cadre du processus politique en cours, même si son leader en exil a observé le silence depuis plusieurs semaines. Membre de la PMP et disposant d'une vingtaine de députés, elle est la deuxième force politique après Mapar d'Andry Rajoelina. La participation de Marc Ravalomanana à la présidentielle de 2018 demeure encore une énigme, du fait notamment que sa condamnation n'a pas été levée. « *Il œuvre en ce moment pour le développement de Madagascar. Raison pour laquelle nous avons décidé de soutenir le régime en place, et de participer au prochain gouvernement. D'ailleurs, sa priorité semble être la reconstruction de sa société, mais non pas la politique* », indique son chef de délégation.

**08/04 - La CENIT propose à l'exécutif l'organisation des communales en octobre.** Mais comme l'avenir de la commission, l'échéance de ce scrutin dépend du nouveau gouvernement. Les normes juridiques appelées à régir cette élection ne sont pas encore arrêtées. Une partie de la communauté internationale souhaiterait que les communales se tiennent cette année, de préférence en saison sèche, suivant le code électoral. La CENIT peaufine ses préparatifs. Elle est en passe de clôturer la révision de la liste électorale, dont l'arrêt

définitif, selon le code électoral, devrait être fixé au 15 avril. Jusqu'ici, près de 8.500.000 électeurs sont inscrits.

**08/04 - Les anciens parlementaires de la Transition décident de revenir sur le devant de la scène politique.** Ils créent l'« association des anciens conseillers supérieurs de la Transition et sénateurs de Madagascar » (ACS). « *Nous ne pouvons pas rester les bras croisés face au blocage actuel, nous devons prendre nos responsabilités* », indique un ancien parlementaire.

**08/04 - Raymond Ranjeva estime que la Constitution actuelle constitue la cause de tous les problèmes sociopolitiques.** L'ancien vice-président de la cour internationale de justice déclare : « *Nous avons cru que les élections allaient mettre un point final à la crise politique, pourtant, nous avons élu et installé un président et un parlement mais les institutions de l'Etat ne parviennent pas à accomplir les missions qui leur sont dévolues par la Constitution. Les institutions sont bloquées et nous faisons face à une crise institutionnelle dans la mesure où les institutions qui sont actuellement en place sont défaillantes. (...) Nous avons élu une Constitution, pourtant, elle n'a pas permis de résoudre la crise puisqu'elle a été élaborée uniquement dans le dessein de légitimer le coup d'Etat de 2009. Par ailleurs on a dévoyé les mécanismes démocratiques et les institutions pour des objectifs spécifiques mais en aucun cas pour résoudre la crise. On s'est retrouvé dans une situation d'élections par procuration ou par substitution* ». Selon ses dires, « *l'existence de 31 candidats ayant participé à l'élection présidentielle est révélateur d'un mal politique qui frappe le pays, mais aussi un signe de la maladie à laquelle la société malgache en général fait face* ». Il est temps de « *politiser le débat politique* », estime Raymond Ranjeva, en réaction au juridisme qui prévaut actuellement devant l'évolution de la situation, marquée par l'interminable débat sur l'article 54 de la Constitution. « *On a assisté au blanchiment d'un coup d'Etat, et jusqu'à présent on veut ignorer les véritables problèmes* », affirme-t-il, avant de spécifier qu'au lieu de se perdre en conjectures « *il faut penser à un véritable processus de guérison nationale* ». Comme solution à la crise institutionnelle, le juriste propose la tenue d'une concertation nationale. « *Il faut rédiger une véritable Constitution. Une Constitution que l'on ne peut ni manipuler, ni instrumentaliser au profit des institutions* », estime-t-il. « *Cette concertation sur la Constitution est primordiale et les débats actuels autour de la nomination du premier ministre ne constituent qu'un problème parmi tant d'autre* », conclut-il. Raymond Ranjeva se déclare opposé à une simple révision de la Constitution, contrairement à l'avis d'un autre juriste, Imbiky Anaclet.

**18/04 - Le SeFaFi présente le recueil des 11 déclarations publiées durant l'année écoulée. Une occasion de tirer à boulets rouges sur le régime de Transition.** L'observatoire constate « *la triste fin d'une interminable Transition* ». Durant les 4 ans et demi de ce régime, écrit-il, « *les scandales se sont multipliés, sans qu'aucun responsable étatique ne daigne y mettre un terme. Le fait majeur, qui stigmatisera la Transition dans l'histoire du pays, restera le trafic massif et juteux du bois de rose. Acteurs ou complices, le président, les premiers ministres successifs, les ministres et les administrations concernées, tous y ont participé, ou se sont tus* ». La classe politique a fini par se résigner à organiser en 2013 les élections de fin de Transition. « *La raison de ces attermoissements est simple : obnubilés par le goût du pouvoir et la passion de l'argent, les plus hauts responsables malgaches ne se préoccupent ni du sort de leurs concitoyens, ni de l'avenir de leur pays. Ces tares sont apparues dans les approximations du processus électoral, lors des dépôts de candidature, avec les errements de la Cour électorale spéciale et dans la débauche des moyens financiers déployés pendant les campagnes électorales* ». « *Malgré le fait que l'on ait un président élu, un premier ministre, on constate encore actuellement que l'on n'est pas encore sorti de la crise politique, sociale et économique* », ajoute encore le SeFaFi. Les priorités du moment sont pour l'observatoire la mise en place des structures de dialogue comme le conseil national du travail, qui ne s'est plus réuni depuis fort longtemps, le conseil national de suivi de la promotion de l'emploi; le conseil national environnemental et le conseil économique, social et culturel.

**L'observatoire de la vie publique déplore que les politiciens évitent de se positionner en tant qu'opposants,** soucieux qu'ils sont de profiter des opportunités offertes par le nouveau pouvoir. Pour *La Gazette*, le phénomène est d'autant plus étonnant que pour la première fois, la Constitution accorde un statut privilégié à l'opposition, créant un poste officiel de « *chef de l'opposition* » et octroyant d'office un fauteuil de vice-président de l'assemblée nationale à l'opposition. Si la situation n'évolue pas, ces postes demeureront vacants ou reviendront à des groupements de faible envergure. Madagascar a besoin d'une opposition crédible et d'une société civile vigilante afin de servir de balise aux éventuelles dérives de l'Etat.

**28/04 - Mouvance Ravalomanana : certains leaders de la manifestation du Magro en veulent à leurs pairs devenus ministres et députés.** Et ce, au risque de provoquer une crise au sein de la mouvance. Un proche de l'ex-président incitait même ses pairs à renoncer à ces rassemblements. Roland Ravatomanga, chef de délégation ministre de l'agriculture, est particulièrement visé par les critiques des militants. Il serait à l'origine des pressions exercées pour que cessent ces rassemblements. Il affirme au contraire que des leaders du Magro ont engagé de démarches auprès de lui pour obtenir des sièges dans les nouvelles institutions. Le congrès du parti TIM a été reporté sine die est raison, dit-on officiellement, de l'absence de son

fondateur. En attendant, Marc Ravalomanana a confié aux anciens cadres du TIM la mission de réunification et de redynamisation de son parti en vue des prochaines communales et sénatoriales. Une remise en ordre qui lui permettrait de se mesurer avec le HVM de Hery Rajaonarimampianina et le Mapar d'Andry Rajoelina. Le juriste Sud-africain Brian Currin, émissaire de confiance de l'ancien président, est arrivé à Madagascar pour rencontrer les autorités et tenter de relancer la question du retour de l'exilé d'Afrique du Sud. Le nouveau président a fait savoir que cette perspective ne figure pas dans ses priorités et que les conditions ne sont pas encore réunies, laissant tout de même entrevoir la possibilité d'un retour à condition que l'intéressé ne tienne en retrait de la vie politique : « *il a fondé un grand groupe industriel, il a au moins sa place dans ce secteur* », avait-il confié.

## DROITS HUMAINS - GOUVERNANCE

### ► Santé publique

**03/04 - L'UE alloue 55.000 euros pour lutter contre la peste bubonique.** Entre septembre et décembre 2013, 84 personnes ont contracté la peste et 42 personnes en sont décédées. Parmi ces cas rapportés, une soixantaine au moins sont soupçonnés d'être atteints de la peste pulmonaire, souche la plus virulente de cette maladie, détectée dans cinq des 112 districts. Les prisons ont été particulièrement touchées en raison de la surpopulation et de l'infestation de rongeurs. Le ministère de la santé comptabilise entre 300 et 600 cas de peste bubonique chaque année, généralement en saison des pluies. Plus de 33.000 personnes vont bénéficier d'actions de mobilisation sociale et d'éducation. Cette intervention est mise en place par la Croix-Rouge.

**16/04 - L'épidémie de SIDA progresse.** Depuis le premier cas de sida diagnostiqué en 1987, la prévalence du VIH dans la population adulte est passée de 0,02% en 1989, à 0,13% en 2007 et à 0,4% en 2012. Ce qui démontre que l'épidémie progresse, selon l'ONUSIDA. D'après Michel Sidibé, directeur exécutif de l'ONUSIDA et secrétaire général adjoint des Nations unies, il est nécessaire de mettre en place un programme adéquat pour la Grande île car l'épidémie engendre des inégalités dans le traitement des porteurs du virus. 42.370 personnes vivaient avec le VIH en 2012, leur nombre est estimé à 56.800 en 2013. 19.000 personnes environ ont besoin d'un traitement antirétroviral mais seulement 600 d'entre elles suivent un traitement adéquat. « *Il n'est pas acceptable que moins de 3% des personnes qui ont besoin de traitement y aient effectivement accès* », déclare le directeur exécutif, qui annonce la reprise de son partenariat avec Madagascar après 5 ans de suspension, alors que les dépenses en soins et traitements sont assurés à 85,5% par les partenaires internationaux. Le pays pourrait s'acheminer vers une explosion de l'épidémie du fait de l'ouverture de la Grande île vers l'Afrique Australe, épice de l'infection. L'ONUSIDA déplore que les personnes atteintes soient encore victimes de stigmatisation et de discrimination.

**14/04 - L'insécurité en milieu rural et dans les milieux enclavés poussent les médecins à désertier ces localités pour se concentrer vers les agglomérations.** Sur 5.000 médecins inscrits à l'ordre national, 2.600 exercent dans la région Analamanga. Selon le président du conseil national de l'ordre, la norme devrait être d'un médecin pour 5.000 habitants. A Madagascar on compte en moyenne un médecin pour 12.500 habitants en zone urbaine et un pour 35.000 habitants en zone rurale.

**29/04 - Le symposium national des chefs coutumiers et des leaders traditionnels, initié par l'UNFPA, mobilisé en faveur de la santé reproductive des adolescents.** Il s'agit notamment de réduire le taux de mortalité maternelle et de lutter contre les rapports sexuels et les grossesses précoces. « *Les us et coutumes qui nuisent au développement des jeunes devraient être enfin abolies pour pouvoir avancer* », déclare Agathe Lawson, représentante résidente de l'UNFPA à Madagascar.

**30/04 - Les responsables de l'USAID en mission à Madagascar pour évaluer la possibilité de coopérer avec le nouveau gouvernement.** « *On a discuté d'un plan national de santé qui est fondé sur les faits* », déclare Wade Warren, administrateur adjoint de l'USAID, chargé de la santé mondiale. Il souligne que le financement direct des actions, c'est-à-dire, un financement géré par le ministère de la santé publique se fera ou non après une évaluation de la manière d'utilisation des fonds. Durant la période de Transition, l'agence américaine avait affecté ses fonds directement aux bénéficiaires de ses programmes, sans passer par le gouvernement. Cette année, un fonds de 107 milliards 800 millions Ar est alloué par l'USAID pour la lutte contre le paludisme, la planification familiale et la santé maternelle et infantile. « *Cent enfants par jour meurent des maladies courantes et évitables. Dix femmes par jour meurent des complications liées à l'accouchement... Mettre fin aux décès évitables de la mère et de l'enfant constitue une priorité pour l'USAID* », ajoute Wade Warren. Les programmes visent à satisfaire les besoins en santé primaire des habitants, surtout les femmes et les enfants, dans les villages situés à plus de 5 km des formations sanitaires. 17.000 agents communautaires sont ainsi formés pour assurer les services vitaux.

## ► Droits des femmes, esclavage moderne, traite des êtres humains

**01/04 - L'Arabie Saoudite va donner des droits aux domestiques indonésiennes.** Un accord bilatéral a été signé pour permettre aux domestiques indonésiennes de bénéficier de plus de droits. Entre Jakarta et Riyad, les relations étaient au plus bas. Le torchon brûlait depuis plus de quatre ans, rappelle *RFI*. Trop de domestiques indonésiennes se plaignaient de mauvais traitements; d'abus de la part de leurs employeurs (privation de nourriture, abus sexuels, confiscation de passeport). Au point que le gouvernement indonésien a dû intervenir et limiter l'envoi de ses ressortissants. Mais en contrepartie, les domestiques indonésiennes devront se soumettre à l'enseignement de l'islam. La presse malgache n'a pas mentionné la conclusion de cet accord.

**04/04 - Traite des êtres humains :** « *Toutes les formes d'esclavage moderne sont présentes à Madagascar* », selon Jeannoda Norotiana, la très active présidente du SPDTS, militante pour la promotion des droits de l'homme. « *Madagascar fait encore partie des Etats qui font la traite des êtres humains sous toutes ses formes, dont la traite par le travail, la traite sexuelle, la traite en domesticité, la traite de mendicité, la traite de mariage forcée ou arrangée... Or, ce sont malheureusement des formes d'esclavage moderne qui existent toutes dans le pays. Mais celle qui gagne toujours le plus de terrain chez nous, c'est la traite des domestiques, étant donné que c'est devenu une normalité chez nous d'employer des enfants de moins de 18 ans, malgré le fait que la loi l'interdise* », explique-t-elle. Cette situation est devenue un fléau social favorisé par la vulnérabilité du système judiciaire, l'inexistence d'une protection sociale efficace et l'impunité dont jouissent certains auteurs.

**05/04 - Le fléau de la prostitution des mineures inquiète les autorités. Le PDS de la capitale a décidé d'interdire le racolage passif en centre-ville.** Les chiffres fournis par la police judiciaire d'Antananarivo sont effroyables. Dans les six plus grandes villes du pays, plus de 580 mineures ont été interpellées en 2013 pour des cas de prostitution. L'unité d'intervention rapide a procédé à une chasse nocturne musclée dans le centre-ville et ses environs. Une vague d'arrestations a provoqué un début de panique chez les travailleuses du sexe et les commerçants de la nuit dont les étales ont été détruits. *L'Express* écrit : « *Si la volonté est tout simplement d'interdire la prostitution sous toutes ses formes, c'est la loi qu'il faut changer. Et il appartient aux nouveaux élus d'y procéder. À moins qu'ayant l'habitude eux aussi de tarifer leurs relations et leurs ententes politiques, ces derniers préfèrent déléguer tout ce qui a trait à la prostitution...* ». Les autorités insistent sur le fait que ces actions n'ont d'autre objectif que d'assurer la protection des mineures.

**22/04 - Le respect des droits de l'homme prôné par Jean de Dieu Maharante, ministre de la fonction publique, du travail et des lois sociales.** Le nouveau ministre entend reprendre en main le dossier brûlant de la situation des travailleurs émigrés. Le comité interministériel qui doit trancher sur le sort des agences de placement et l'envoi des travailleurs à l'étranger ne s'est toujours pas réuni.

## ► Réconciliation, amnistie, insécurité, forces de l'ordre

**01/04 - Le CRM (ou FFM) va mettre en œuvre son « programme national pour la réconciliation ».** Pour ce faire, il a l'intention de réunir les membres des différentes institutions, les anciens chefs de l'Etat, les représentants des églises et de l'islam, la société civile, la presse, les chefs de région, les représentants de la communauté internationale et d'autres personnalités, sans oublier également les « *réconciliateurs* ». On ignore si Marc Ravalomanana sera dans la liste des invités. *La Nation* en doute : le quotidien suspecte le général Sylvain Rabotoarison de vouloir l'écarter du processus.

**08/04 - Le FFKM a décidé de ne pas participer au forum des réconciliateurs, de même que le CRN (Comité pour la Réconciliation Nationale) du Pr Zafy Albert.** Selon Tabera Randriamanantsoa, le CRN veut une institution en charge de la concrétisation de la réconciliation nationale et non un simple conseil. D'après le général Sylvain Rabotoarison, 200 invitations ont été remises. On reproche cependant au CRM de ne pas avoir impliqué toutes les entités concernées par la réconciliation nationale dans la préparation de l'événement. Son initiative paraît aux observateurs d'ores et déjà bien compromise.

**10/04 - Rabotoarison Sylvain, président du CRM au sujet des détenus politiques :** « *Une amnistie c'est une amnistie et elle doit être appliquée* ». Le président rappelle que le CRM a achevé sa mission sur ce dossier. C'est la commission spéciale auprès de la cour d'appel (CSA) qui dispose du pouvoir de décision sur les mesures d'amnistie. Le CSA n'est pas tenu de confirmer la décision prise par l'assemblée générale du CRM. Le général Rabotoarison déclare qu'il est anormal que des personnalités qui ont bénéficié d'une amnistie restent encore en prison, faisant allusion, d'après *Midi*, au cas du général Raelina, des colonels Ramboasalama et Jadifara, du lieutenant-colonel Raymond Andrianjafy et du GP2 Fikisy Lydie qui sont frappés par un pourvoi dans l'intérêt de la loi (PIL) pris par le ministère de la justice.

**Le numéro un du CRM laisse entendre que son institution est prête à étudier le dossier de Marc Ravalomanana si celui-ci souhaite déposer une requête.** « Si le président Marc Ravalomanana débarque demain pour déposer une requête auprès du FFM, on se penchera sur son cas. Il obtiendra sans aucun doute une amnistie de plein droit, en fonction de la décision de la cour suprême », a-t-il affirmé. Pour Gert Johannes Grobler, représentant diplomatique de l'Afrique du Sud, « le retour de Ravalomanana reste d'actualité » mais les conditions ne sont pas encore toutes réunies. « Le retour du président Marc Ravalomanana est l'un des points de la feuille de route qui attend d'être mis en œuvre. La SADC va continuer de discuter sur ce sujet », a-t-il confié. Aucune négociation n'a encore été engagée entre les autorités et le camp de l'ancien chef de l'État, du fait de la prolongation de l'intérim assuré par l'équipe gouvernementale du régime de Transition. La mouvance Ravalomanana attendrait la nomination du prochain gouvernement pour démarrer les pourparlers. Pour Gert Johannes Grobler, il est important que ce retour entre dans le cadre du processus engagé par le CRM, a-t-il soutenu. Pour *La Nation*, l'amnistie ne semble pas envisageable, car le président en exil serait contraint de reconnaître les crimes pour lesquels il nie toute culpabilité. De plus, son retour pourrait aller à l'encontre des objectifs du CRM dans sa mission de réconciliation nationale, en réveillant des tensions au sein de la classe politique.

**La rencontre du CRM boudée par les anciens présidents.** Parmi les grands absents, les anciens présidents Didier Ratsiraka, Zafy Albert et Andry Rajoelina, les chefs d'Églises membres du FFKM, le « *Hetsika Vonjy Aina* » du professeur Raymond Ranjeva, ainsi que différentes associations et organisations membres de la société civile. Le comité de réconciliation nationale (CRN) de Zafy Albert a claqué la porte après la cérémonie d'ouverture. D'après le représentant de cette entité, « cette rencontre est contraire au véritable esprit de la réconciliation. Et ce, dans la mesure où elle est entachée d'exclusions ». Le CRN dénonce le fait que des individus poursuivis pénalement bénéficient rapidement d'une amnistie, alors que le cas d'autres personnes contraintes de s'exiler à l'étranger est mis en attente et sous condition. À noter la participation active du « grand pardon » dirigé par le journaliste Nary Ravonjy, l'un des initiateurs de la « réconciliation des réconciliateurs ». Hery Rajaonarimampianina s'est fait représenter par le premier ministre Omer Beriziky, à la grande déception des journalistes présents. On notait également la présence de la présidente de l'assemblée nationale, Christine Razanamahasoa. Le général Rabotoarison a souligné l'importance d'une telle rencontre visant à réunifier les médiateurs de la crise politique. Le CRM élargira ses consultations au niveau régional, auprès des Raiamandreny et des Tangalamena de chaque région, avant d'organiser un nouvel atelier à Antananarivo.

**17/04 - Acquittements dans l'affaire RFI Ivato :** accusé d'avoir été impliqués dans l'affaire de mutinerie au 1er RFI d'Ivato en juillet 2012, le général Noël Rakotonandrasana ainsi que deux autres militaires ont été acquittés.

**30/04 - Acquittements dans l'affaire FIGN.** Quatre des prisonniers politique de l'affaire de mai 2010, concernant les gendarmes de la FIGN, les dénommés Tombo Jean Boto, Ramahandry Hery Mananiary Judicial, Ramanasoa Heriliva Arthur et Rabetafika Jean Claude, ont été relâchés par le tribunal d'Anosy pour manque de preuves. Une vingtaine de prisonniers politiques sont encore incarcérés à Tsiafahy et Antanimora. L'association « *Mahery fon'ny firenena* » a déposé auprès de la cour suprême des requêtes pour annulation des verdicts, ainsi que des demandes d'amnistie auprès du CRM (FFM).

**18/04 - Retour d'exil : Ivohasina Razafimahefa, ancien ministre de l'économie, du commerce et de l'industrie de Marc Ravalomanana, est rentré au pays.** Il avait rencontré Hery Rajaonarimampianina lors du déplacement de ce dernier à Washington au mois de mars.

**23/04 - Hery Rajaonarimampianina a réitéré lors de l'émission « Internationales » de TV5 vouloir amnistier les trafics en tout genre pépétrés avant son investiture.**

**03/04 - 3.000 à 4.000 bombes artisanales ont été recensées par la gendarmerie nationale** affirme le commandant en chef, le général Richard Ravalomanana. Il regrette que les auteurs des attentats à la bombe bénéficient de mesures d'apaisement et de l'amnistie. Il considère que ce sont des terroristes et il appelle la population à les considérer comme tels.

Le général a surpris le public en déclarant qu'il existe à Madagascar des unités de transformation des ossements humains, ce qui expliquerait la persistance des profanations des tombeaux, actes qui n'ont jusqu'ici jamais été élucidés, laissant libre cours à la formulation d'hypothèses les plus invraisemblables sur l'utilisation de ces ossements par des réseaux de trafiquants à l'échelle internationale

**04/04 - Sous-équipement des forces de l'ordre et non-respect de leur indépendance nuisent à la lutte contre l'insécurité.** Selon le général Richard Ravalomanana, si les forces de l'ordre sont mises aux normes internationales et qu'aucune entrave n'est mise à leurs enquêtes, les résultats de la lutte contre l'insécurité

seront rapidement visibles, les « zones rouges » seront éradiquées. La gendarmerie se plaint de son sous-équipement matériel et humain. La Grande île ne compte qu'un gendarme pour 2.750 habitants, alors que la norme serait de un pour 500. La gendarmerie aurait été empêchée de poursuivre des enquêtes pouvant mettre en cause de hautes personnalités dans des trafics et des actes de banditisme. Les enquêtes interrompues sont transmises à la justice, sans aucune chance d'aboutir.

**09/04 – « Les dahalo pillent, volent, violent et tuent sur toute l'étendue du district de Manja et des circonscriptions administratives limitrophes », s'alarme La Nation.** Des notables ont fait le déplacement à Antananarivo pour alerter les responsables nationaux. Les attaques se succèdent à un rythme inquiétant, avec au minimum 200 bœufs volés par jour. Pour les émissaires de la région, il s'agit de manœuvres de déstabilisation basées sur des objectifs commerciaux : l'approvisionnement des grands centres urbains et des marchés hors frontières. Selon le député Richard Fienena, le problème principal vient des agents corrompus de l'administration. Certains participeraient au blanchiment des troupeaux volés en leur fournissant des papiers que les voleurs utilisent dans le district voisin. « Dès que ces zébus sont de l'autre côté, il y a un changement de fiche individuelle de bovidés'. C'est la corruption qui est derrière tout ça, pour que ces zébus montent dans des camions pour être envoyés à Ihosy, Sakaraha, Antananarivo même. Donc la seule solution c'est de lutter contre cette corruption ». Le quotidien redoute que les nouvelles autorités se focalisent sur la lutte contre les trafics de bois de rose et continuent de se désintéresser de la situation des régions isolées terrorisées par les méfaits des dahalo.

Des dahalo armés ont mis le feu à des foyers à Amboasary-Sud. Les malfaiteurs ont dérobé une centaine de chèvres et pris en otage trois enfants pour couvrir leur fuite.

Trois otages de dahalo ont été libérés au terme d'un affrontement avec les gendarmes à Ankorona Bekily. L'un des bandits a trouvé la mort et 250 bœufs ont été récupérés. Attaqué par quatre dahalo, un bouvier a réussi à s'enfuir à Morafeno Tsiroanomandidy. L'un des assaillants a été exécuté par le fokonolona. « Les nouveaux dirigeants devraient se pencher plus particulièrement sur ces cas d'exécution sommaire et d'amputation qui semblent désormais concerner tout individu sur le territoire. Le crime n'est pas une solution au crime », écrit La Nation.

**Pety Rakotoniaina, PDS de Fianarantsoa, dénonce le comportement des forces de l'ordre dans la lutte contre les attaques de dahalo** dans sa circonscription. Selon ses dires, les éléments des armées refusent de poursuivre les malfaiteurs.

**14/04 - Ambovombe Androy : les autorités démunies face à l'escalade des méfaits commis par les dahalo.** Le député local constate que ceux que l'on nomme aussi des « malaso » ne se contentent plus de voler le bétail : « Ils saccagent les maisons, brûlent le village, violent les filles et les femmes et emportent avec eux des otages. Ils s'auto-nomment rekotro pour terroriser les villages », souligne-t-il. Tout récemment encore, trois individus, dont un élément des forces de l'ordre, ont péri dans une attaque de dahalo. Les bandits ont emporté avec eux plus de 200 têtes de bétail. L'élu déplore le sous-effectif et le manque de moyens des forces de l'ordre qui opèrent dans cette partie de l'île. « Les gendarmes sont déterminés à accomplir leur tâche mais ils ne peuvent rien face au nombre des rekotro, une cinquantaine pour chaque attaque. On compte seulement 5 à 9 gendarmes sous-équipés face à eux. Presque impossible de les arrêter dans ces conditions. On a l'impression qu'on pousse les forces de l'ordre à se faire tuer », poursuit-il. La population est désespérée et ne sait plus à qui s'adresser. Le général Richard Ravalomanana, commandant de la gendarmerie, a annoncé que des renforts ont été envoyés à Amboasary Sud. Le député propose le montage d'une opération militaire de un à deux mois pour éradiquer les « rekotro ».

**17/04 - Le village de Manombo dans l'Androy a fait l'objet d'un pillage en règle par des hommes en armes.** La localité aurait subi des attaques répétées, selon La Nation. Une personnalité locale a sommé le colonel chef d'un corps des forces de l'ordre de la ville de Taolagnaro d'intervenir. Six habitants sont déjà tombés sous les balles des malfaiteurs, dont les exactions se sont étendues aux localités voisines. Le quotidien estime que les agissements de ces dahalo peuvent être assimilés à des opérations de guérilla visant à saper l'autorité de l'Etat.

**19/04 - 16 morts dans une série d'attaques de dahalo à Ihosy.** 60 malfaiteurs armés de fusils de chasse et de Kalachnikov ont sévi dans la commune rurale de Soamatasy. Un premier bilan fait état de 4 morts dont un bandit et 3 villageois. Des poursuites lancées par les gendarmes ont débordé dans une zone limitrophe du district de Betroka. 150 dahalo terrés dans les forêts ont été délogés à coup de Kalachnikov. 5 membres de cette bande ont été abattus. En se mesurant à ces milices armées, les forces de l'ordre ont dû momentanément battre en retraite. En revanche, trois autres dahalo ont péri sur le champ de bataille après un renfort dépêché d'Ihosy. A Besatrokala Ihosy, le fokonolona a donné du fil à retordre à une escouade de 5 individus armés qui avaient assailli un foyer. 4 malfaiteurs y ont laissé la vie. Des familles attaquées par des dahalo se cachent dans la forêt à Beabobo II Ambovombe après que deux des leurs aient trouvé la mort. Les malfaiteurs menacent de revenir à la charge.

**25/04 - Un lieutenant de l'armée abattu par une dizaine de dahalo à Morombe.** L'histoire avait commencé une heure auparavant. « *Une dizaine de dahalo ont volé quinze bovidés chez les beaux-parents de l'officier* » a relaté une source auprès de la brigade de gendarmerie. Les villageois n'ont pas osé montrer la moindre résistance face à la détermination des malfrats. Seul le lieutenant avait décidé de leur tenir tête, il l'a payé de sa vie.

**29/04 - 41 dahalo ont été tués lors d'un affrontement avec des gendarmes dans la région d'Ihorombe.** Quatre membres des fokolonona ont également succombé à leurs blessures et un gendarme a été blessé. 480 zébus ont été emportés.

**30/04 - Trois otages ont été libérés au terme d'un affrontement dahalo-gendarmes,** à Ankondromena Miandrivazo. Trois dahalo ont trouvé la mort.

**30/04 - La France préoccupée par la sécurisation rurale et des zones touristiques.** Le secrétaire d'Etat chargé de la gendarmerie nationale a rencontré le chargé d'affaires et l'attaché chargé de la sécurité intérieure auprès de l'ambassade de France pour discuter de la sécurisation rurale. La levée de la « *note Orange* » de ministère français des affaires étrangères sur l'île de Nosy-Be, qui dissuade les touristes de fréquenter ce secteur, dépendrait du rétablissement total de la sécurité et de l'ordre<sup>5</sup>. Le ministre de l'intérieur, Benjamina Ramanantsoa, souligne que le retrait de Nosy Be de la zone orange est une priorité pour l'État malgache. D'une manière plus générale, le ministre envisage d'installer des représentations fortes de l'État dans les communes et dans les démembrements de l'État, afin d'assurer plus efficacement le maintien de l'ordre. « *C'est un défi. Les forces de l'ordre et les vigiles des villageois ne devraient plus être seuls dans la lutte contre ce phénomène* », souligne le ministre.

## ► Gouvernance

**03/04 - Le DG sortant du Bianco se pose des questions sur l'efficacité de la politique de lutte contre la corruption engagée par le nouveau président qui semble vouloir laisser impunis certains crimes et délits passés.** Quel sera le sort des dossiers actuellement en cours ? s'interroge-t-il. Le général Rabetrano se demande s'il doit abandonner certains efforts engagés depuis plusieurs années et qui mettent en cause des personnalités du régime de Transition. « *Dépourvus de leur pouvoir et dépouillés de leur bouclier, ces individus peuvent être facilement traduits devant de la justice* », avait-il lâché, jusqu'à ce que le nouveau président affirme vouloir oublier le passé. Le président sortant du Syndicat des magistrats de Madagascar (SMM), Marius Auguste Arnaud, avait lui aussi soutenu que « *maintenant, la donne a changé* » et que les crimes du passé ne seraient plus impunis. Le processus de remplacement du directeur général du Bianco, dont le mandat, non renouvelable, arrive à expiration cette année, est enclenché. Un appel à candidature a été lancé dans les médias, un comité de sélection mis sur pied, sous l'autorité du directeur du CSI (Comité pour la sauvegarde de l'intégrité), le général Herilanto Raveloarison. Les postulants seront soumis à un test de moralité. Ils devront constituer un modèle au niveau de la société, a prévenu le DG sortant.

**10/04 - Le programme de gouvernance et de développement institutionnel (PGDI) va remettre un label aux institutions qui ont entrepris des progrès dans l'instauration de la bonne gouvernance.** L'évaluation sera basée sur différents critères tels que l'efficacité, l'efficience et la transparence. Un cabinet indépendant va accompagner le programme dans cette évaluation, le label sera remis à la fin de cette phase du programme, prévue au mois d'août. Les communes encadrées par le programme figurent parmi les institutions qui ont connu d'importants progrès dans ce domaine. La plupart ont mis en œuvre le budget participatif et ont mis en avant la transparence par l'affichage de toutes les activités qu'elles effectuent.

**19/04 - Transparence et redevabilité sociale : 16 ONG de la société civile et des médias vont bénéficier d'un deuxième déblocage de fonds,** après celui qui a été accordé en 2013. Le fonds de la société civile pour la transparence et la redevabilité sociale a été mis en place dans le cadre des actions du PGDI2 (Second Projet pour la gouvernance et le développement institutionnel), financé par la Banque mondiale. Un fonds intégré, en vue d'appuyer de façon continue les activités des OSC et médias, dans le cadre de la promotion de la transparence, de la redevabilité sociale et d'autres éléments de la bonne gouvernance. Des comités de pilotage au niveau national et régional ont été mis sur pied.

<sup>5</sup> L'intégration de Nosy Be dans la zone orange fait suite aux événements de lynchage de deux étrangers, et à la série d'attaques dont ont été victimes des opérateurs hôteliers et des touristes, notamment dans le courant de l'année 2013.

**24/04 - Une pétition de la société civile pour demander aux ministres et aux élus de déclarer sans délais leur patrimoine<sup>6</sup>.** Elle ne se satisfait pas des généreuses déclarations des tenants du nouveau pouvoir, elle attend des résultats rapides et tangibles. Ses initiateurs sont convaincus qu'« *attendre peut engendrer l'accélération des abus en tout genre* ».

**Passation de service entre le nouveau ministre de l'éducation nationale, Paul Rabary, et le ministre sortant, Régis Manoro, sur un air de grand déballeage.** Devant les partenaires techniques et financiers, il annonce : « *La surfacturation est finie. La location abusive de voitures est désormais terminée, ainsi que l'utilisation abusive de chèques carburants. Il faut également restituer la discipline. Nous devrions être une vitrine à suivre pour les autres, notamment les enfants* ». « *Le cas des enfants déscolarisés, celui des maitres Fram et l'allègement des charges parentales, entrent également dans mes priorités* », ajoute le ministre. Le représentant de l'UNICEF a ajouté que les défis à relever demeurent titanesques. « *Le taux des enfants déscolarisés à Madagascar reste trop élevé. Il faut ainsi penser à scolariser les quelques un millions cinq cent mille enfants. La qualité de l'éducation laisse également à désirer. Il faut que les élèves sachent lire, écrire et calculer à la fin du primaire* », a-t-il lancé. Paul Rabary, a donné l'ordre au directeur des ressources humaines du ministère de régler les salaires des huit enseignants grévistes qui ont été suspendus depuis 2012.

**25/04 - Ministère de la justice : des réformes en vue.** « *La loi concernant les conditions carcérales, notamment le mandat de dépôt ou la détention préventive sera réexaminée, ou, mieux, réformée* ». affirme la nouvelle ministre de la justice, Noeline Ramanantenasoa. Une annonce de première importance, note *La Gazette*. En dehors des détentions normales et respectant les procédures légales, nombreux sont les cas, en effet, où des individus sont incarcérés pour des motifs mal fondés, voire simplement pour dénonciation calomnieuse. La nouvelle garde des sceaux annonce également la création prochaine de la haute cour de justice, tant de fois différée. Un projet de loi est en préparation sur la criminalité transnationale organisée, le transfert, l'acquisition et la conversion illicite de capitaux.

**28/04 - « Véhicules, chèques carburants, mobiliers... : des ministres sortants ont tout emporté », titre Midi.** La plupart des ministères feraient face actuellement à des problèmes logistiques du fait du comportement indélicat de leur prédécesseurs. Pour le quotidien, cette politique de l'« *après moi, le déluge* » constitue un blocage aux ambitions dont fait preuve la nouvelle équipe gouvernementale. Certains des nouveaux titulaires ont pris des dispositions pour exiger la restitution de véhicules et matériels de l'Etat. On assisterait actuellement à des longues files d'attente devant les bureaux de leurs cabinets. « *Des personnalités avides de « seza » cherchent à rencontrer le ministre sous prétexte de lui adresser un message de félicitations* », indique *Midi*.

## **ECONOMIE – SOCIAL - ENVIRONNEMENT**

### **► Ressources minières et halieutiques, questions foncières**

**10/04 - Le groupe pétrolier américain Exxon réactive ses réseaux dans la Grande île.** Après avoir suspendu ses activités de prospection pendant la période de la Transition, le groupe lorgne à nouveau sur le potentiel offshore et active ses réseaux en faisant de la communication tous azimuts sur le terrain. Deux cadres du groupe ainsi que la consultante Lalanirina Rasoanandrianina, se sont déplacés dans le Nord et ont tenu plusieurs ateliers à Ambilobe, non loin des blocs de forage offshore d'Ampasindava et Majunga appartenant à Exxon.

**08/04 - Iles Eparses : cinq navires malgaches surpris en pêche illicite par les Forces armées françaises de la Fazsoi.** La frégate de surveillance « *Nivôse* » est intervenue pour mettre un coup d'arrêt à des actions de pêche illégale autour des îles Eparses du canal du Mozambique, formant le 5ème district des Terres australes et antarctiques françaises (Taaf), qui se multiplient. Bien que la pêche y soit strictement réglementée, de plus en plus de pêcheurs en provenance de Madagascar sont signalés par les gendarmes en poste sur ces îles. Les pêcheurs sont à la recherche d'holothuries (concombres de mer), très prisés sur le marché asiatique. Leur disparition par action de pêche massive provoquerait un préjudice irréversible pour l'équilibre écologique des lagons et l'oxygénation des océans. Les visites des cinq navires de pêches provenant de Mahajanga, qui transportaient 112 personnes, ont permis d'établir que trois navires pratiquaient une

6

[https://secure.avaaz.org/fr/petition/Presidence\\_de\\_Madagascar\\_2014\\_Declaration\\_de\\_patrimoine\\_du\\_Presidentde\\_tous\\_les\\_membres\\_du\\_gouvernement/?wxRISfb](https://secure.avaaz.org/fr/petition/Presidence_de_Madagascar_2014_Declaration_de_patrimoine_du_Presidentde_tous_les_membres_du_gouvernement/?wxRISfb)

pêche artisanale sur Juan de Nova, mais que les deux autres, plus imposants, semblaient avoir une vocation quasi-industrielle.

**Lettre ouverte de la société civile à Hery Rajaonarimampianina - Pour une politique foncière respectueuse des droits humains**<sup>7</sup>. La société civile s'adresse au nouveau président de la République pour lui faire part de sa détermination à jouer pleinement son rôle de partenaire du développement du pays et à engager un dialogue constructif. Il importe d'articuler une vision économique claire qui permette d'atteindre la souveraineté alimentaire, et d'assurer la réalisation des droits humains fondamentaux, c'est à dire les droits au travail décent, à l'alimentation, à l'eau, à l'habitat, à la santé, à l'éducation, à un niveau de vie décent de toutes les populations. La mise en place effective du conseil économique et social constituerait un pas décisif pour avancer dans ce sens. Le texte aborde ensuite les thématiques de la réforme foncière, de la régulation des investissements directs étrangers, l'objectif étant de ne pas sacrifier les membres des communautés à la protection des investisseurs. La société civile renouvelle sa profonde préoccupation au sujet de l'ampleur croissante des problèmes liés aux accaparements de terres, notamment dans les secteurs miniers et agricoles. Le courrier est signé par près de 80 organisations internationales, nationales et régionales et de personnalités sous l'égide de « *Solidarité des intervenants sur le foncier* » (SIF).

Le SIF a mis également en ligne une pétition « *Pour une politique foncière respectueuse des droits humains et contribuant au développement réel de la population* »<sup>8</sup>

**16/04 - Un projet de plantation de coton par des investisseurs chinois sera lancé cette année.**

L'investissement, d'un montant de 60 millions de dollars, sera financé à hauteur de 12 millions de dollars par le fonds de développement Chine-Afrique, 20 millions de dollars par la Banque de développement de Chine, et le reste par la firme Shanxi Tianli Enterprise Group Corporation qui entreprendra l'exploitation.

**28/04 - Fagnomba et Tany à l'AG annuelle Rio Tinto à Londres.** Perle Zafinandro, présidente de l'association Fagnomba, une mère de quatre enfants ayant été récemment emprisonnée pendant 58 jours pour avoir protesté contre les injustices commises par QMM envers sa communauté, s'est rendue à Londres pour rencontrer ses responsables à l'occasion de l'assemblée générale des actionnaires. Suite à une demande d'audience auprès de la compagnie Rio Tinto transmise par London Mining Network (LMN), Perle Zafinandro et Mamy Rakotondrainibe ont été reçues par un responsable financier de la compagnie, en présence d'un chercheur de LMN. Le 14 mars, Perle Zafinandro avait pris la parole à l'AG des actionnaires, comme plusieurs invités de LMN et d'autres membres d'ONG, en insistant sur l'idée suivante « *Si vous voulez que votre placement rapporte les bénéfices attendus, il est primordial de respecter les intérêts des différentes parties pour un échange équitable et durable* ». Une responsable de Rio Tinto a invité Perle Zafinandro à venir lui parler en particulier. Au cours des deux entrevues, différents sujets liés à des revendications des communautés locales et de l'association Fagnomba ont été abordés, notamment les conflits liés aux terres et à leurs compensations, l'accès au port d'Ehoala, les projets d'expansion à Sainte Luce, les dégâts environnementaux, les impacts humains et économiques des activités extractives, la réalisation des projets à long terme pour l'avenir des pêcheurs, les problèmes de communication sur place entre la société et les communautés locales<sup>9</sup>

## ► **Trafic de bois de rose**<sup>10</sup> **et de ressources naturelles**

**03/04 - Haleh Bridi, ancienne « country manager » de la Banque mondiale, se dit insatisfaite de la lutte contre le trafic du bois de rose.** A l'issue de sa mission de trois ans à Madagascar, elle déplore l'absence de résultats tangibles sur ce dossier. « *Nous n'avons pas pu travailler de manière concrète avec l'État* », note-t-elle. Le manque d'outils de pénalisation des infractions a aussi contribué à cet échec. « *Il aurait fallu un système judiciaire pour suivre les arrestations des présumés coupables. Les lois n'ont pu être suivies et respectées. Nous n'avons pas pu avoir un interlocuteur qui ait montré du sérieux* », regrette-t-elle. Le premier ministre Jean Omer Beriziky lui-même, qui est aussi président du comité de pilotage de la filière bois de rose, a confirmé son incapacité à se faire entendre quand il s'agit de prendre des dispositions pour éradiquer ce fléau. La mise en place d'une juridiction spéciale, annoncée en 2011 par voie d'ordonnance,

<sup>7</sup> Cf. Blog Justmad - <http://p1.storage.canalblog.com/17/05/448497/95208778.pdf>

<sup>8</sup> <http://sif-mada.mg/pour-une-politique-fonciere-respectueuse-des-droits-humains-et-contribuant-au-developpement-reel-de-la-population/>

<sup>9</sup> Lire la Gazette de Tany (avril 2014) : [http://terresmalgaches.info/IMG/pdf/Gazety\\_TANY\\_Avril\\_2014.pdf](http://terresmalgaches.info/IMG/pdf/Gazety_TANY_Avril_2014.pdf) Lire la Gazette de Tany (avril 2014) : [http://terresmalgaches.info/IMG/pdf/Gazety\\_TANY\\_Avril\\_2014.pdf](http://terresmalgaches.info/IMG/pdf/Gazety_TANY_Avril_2014.pdf)

<sup>10</sup> Cf. Blog Justmad - <http://p3.storage.canalblog.com/33/81/448497/93880802.pdf>

Le journaliste Jeannot Ramambazafy, thuriféraire du régime de Transition, met au défi le nouveau président, ancien ministre des finances d'Andry Rajoelina, d'éradiquer le trafic de bois de rose qui a fait florès durant toute cette période.

n'a jamais pu voir le jour, de même que la création d'un « *tribunal vert* ». L'intégration de la ressource dans l'annexe III de la CITES figure parmi les seules réalisations significatives mais sans effet réel. Les exportations illicites se poursuivent, elles concernent même les stocks qui ont fait l'objet de saisie. « *Les exportations n'ont bénéficié qu'à quelques individus. Maintenant, il faut trouver les moyens légaux pour les vendre et s'assurer que l'argent de la vente sera utilisé au profit des populations des régions où l'exploitation a eu lieu mais aussi au profit de l'ensemble de la population malgache. Au bout du compte, l'objectif est de créer une industrie de bois de manière à ce que le bois se régénère* », conclut Haleh Bridi.

**04/04 - Grâce à son navire Libecciu, la société française Gallice Security brigue un contrat financé par la Banque mondiale pour lutter contre le trafic de bois de rose.** Elle a déjà effectué depuis un an et demi trois missions pour le compte et sur financement du gouvernement malgache. A chacune de ses missions, Gallice a fait mouche. Un appel d'offres international devrait être lancé.

**07/04 - La CITES offre un soutien à Madagascar à travers le consortium international de lutte contre la criminalité sur la faune et la flore (ICCWC).** Elle recommande, le déploiement rapide d'une équipe de soutien dirigée par Interpol. L'idée est de guider et de faciliter la mise en œuvre et le suivi des mesures légales. L'ICCWC doit se réunir prochainement à Bruxelles pour décider d'un plan d'action. L'Organisation mondiale des douanes (OMD) doit aussi entrer en scène, indique *La Gazette*. Une réunion des douanes des pays d'origine, de transit et de destination des bois de Madagascar est annoncée.

**08/04 - Trois navires étrangers ont mouillé dans un petit port du district de Soanierana-Ivongo. Selon La Nation, après avoir embarqué 3.000 tonnes de bois précieux,** les navires ont pris le large le 3 avril, au vu et au su des autorités locales civiles et militaires. La même source dont fait état le quotidien confie qu'il reste encore sur les lieux 300 tonnes de rondins qui attendent d'être exporté avec la complicité de hautes personnalités. Un député du Mapar, élu dans le Sud, aurait reçu une grosse enveloppe du responsable de cette opération.

**11/04 - Dans une lettre adressée le 8 avril au président Hery Rajaonarimampianina, Jean-Omer Beriziky tire un bilan mitigé de l'action du comité de pilotage contre le trafic de bois de rose<sup>11</sup>.** S'il se félicite du grand nombre de saisies de bateaux transportant d'importantes cargaisons, il relève également le fait que les commanditaires de ce trafic arrivent aisément à éviter les poursuites judiciaires. Pour remédier à cette impunité, il propose la création d'une unité opérationnelle centralisée et à plein temps, dépendant directement de la présidence ou de la primature, pour lutter contre ce trafic. Dans sa missive, il exprime aussi son « *ferme espoir* » que le prochain ministre de l'environnement et des forêts « *sera une personne qui reconnaît l'importance du capital naturel en tant que moteur du développement* » et déterminée à lutter contre le trafic de bois de rose.

**16/04 - Chargés de 40 tonnes bois de rose, trois poids lourds ont été interceptés à Vohémar.** Deux suspects ont été appréhendés, un complice est parvenu à s'enfuir ainsi que d'autres accompagnateurs du convoi nocturne. Le dispositif mis en place par la compagnie territoriale de la gendarmerie a fait ses preuves.

**17/04 - Omer Beriziky remet une liste des trafiquants au président en marge de la cérémonie de la passation de pouvoir à son successeur.** *Midi* précise cependant que la liste ne contient aucun haut dirigeant politique. Des sources proches de l'ancien premier ministre laissent entendre que ce sont plutôt des opérateurs économiques. Omer Beriziky réclame l'arrestation et la concrétisation des poursuites judiciaires à l'encontre de tous ceux qui sont impliqués dans des affaires d'exploitation illicite de bois de rose. *L'Express* écrit : « *On se demande qu'est-ce que le président de la République va faire de ce rapport. Entre son discours d'investiture où il a émis une farouche volonté de lutter contre ce trafic et la vaste corruption qui l'entoure, et qu'il a réitéré à Bruxelles lors de son entretien avec le secrétaire général de la CITES et sa surprenante déclaration de passer l'éponge sur ce qui s'est passé avant sa prise de pouvoir, on ne peut qu'être perplexe. La levée expresse de l'interdiction de sortie de territoire d'un grand opérateur soupçonné de trafic et de blanchiment conforte les appréhensions. Le rapport de Beriziky laisse à la fois pantois et figé quand on sait que lui-même, chef suprême de l'administration, n'a pas su se faire respecter. (...) S'il n'a pu rien faire, pas même de donner un ordre à tous les présidents de tribunaux et aux procureurs, c'est que les trafiquants bénéficient de protection en haut lieu, jadis comme naguère*».

<sup>11</sup> Cf. Blog Justmad - <http://p9.storage.canalblog.com/99/67/448497/95411004.pdf>  
<http://p5.storage.canalblog.com/58/03/448497/95411056.pdf>

**22/04 - Tribune se dit préoccupé par la nomination du nouveau ministre de l'environnement, de l'écologie et des forêts, Anthelme Ramparany**, député élu à Mananjary. Il appartenait à la plateforme UDI (Union des députés indépendants), créée au sein de l'assemblée nationale par le député Jean-Pierre Laisoa, mis en cause dans divers rapports sur les bois précieux. En outre, le ministre, du temps où il était membre du CST, était l'un des organisateurs des forums économiques interrégionaux. Celui qui s'est tenu à Antsiranana en août 2012 avait, entre autres résolutions, préconisé des solutions pour permettre aux « opérateurs » de bois de rose de travailler, notamment par le biais de l'annulation du décret de 2011 interdisant l'exploitation et l'exportation de ces bois précieux. Le site note en outre que des douze partis politiques ayant soutenu la candidature du premier ministre Kolo Roger, seul le parti Vert de Saraha Georget n'a pas obtenu de poste, ce qui serait révélateur du peu de détermination de la nouvelle équipe à s'attaquer à ces trafics.

**23/04 - Une exportation illicite de bois de rose a tourné court à Soanierana Ivongo.** Les autorités sont intervenues alors que 302 rondins étaient en passe d'être chargés sur un navire. Les trafiquants avaient entreposé le bois précieux non loin d'une embouchure, ce qui porte à croire qu'il a été pillé dans des réserves naturelles plus en amont. Les trafiquants se sont évanouis dans la nature avant l'arrivée des forces de l'ordre. Le député Arnaud Tody, élu à Soanierana Ivongo, crève l'abcès : « *Tout un réseau opère dans ce trafic rocambolesque. Des villageois, des autorités administratives et des ayant voix au chapitre auprès de la justice sont mouillés dans cette affaire. Il est grand temps de mettre fin aux pillages des richesses nationales* », s'insurge-t-il.

**24/04 - Anthelme Ramparany, nouveau ministre de l'environnement, de l'écologie et des forêts, prône la fermeté.** Celui qu'une certaine presse suspecte d'avoir été compromis dans les trafics de bois de rose durant la Transition, compte relever le défi qui l'attend face à des « *adversaires redoutables* ». Le ministre affirme qu'il est « *prêt à laisser sa vie pour défendre les intérêts du pays* ». Les trafiquants de bois de rose seraient presque tous identifiés mais le plus dur consisterait à les interpeller. Jean Omer Beriziky, ancien premier ministre et ancien ministre de l'environnement et des forêts de la période transitoire, avait à maintes reprises avoué son impuissance, en raison probablement du fait que les malfrats sont étroitement liés à des anciens ténors du régime. Jean Omer Beriziky a mis en garde son successeur : le département est suivi de très près par les bailleurs de fonds et partenaires économiques de la Grande Île, d'autre part, les tentations de complicité avec les trafiquants sont réelles et fortes pour les fonctionnaires en charge de la lutte. « *Certains individus sont prêts à tout pour arriver à leurs fins* », a-t-il déclaré. Le nouveau ministre dément une quelconque complicité avec un député réputé et souvent cité comme étant un trafiquant notoire.

**28/04 - Le tribunal de Toamasina révèle une liste de 76 trafiquants compromis dans 10 affaires de trafic depuis 2009.** Pour l'année 2009, quatre dossiers incriminant notamment des opérateurs économiques ont été enregistrés. Ils sont poursuivis pour transport, commerce et transport illicite de bois précieux. Quatre autres affaires ont été mises à nue en 2010. Les 55 suspects sont attaqués pour tentative d'exportation illicite de bois de rose, transport, vol, fraudes et détournement de rondins saisis. Au cours de l'année 2013, seule une affaire a été traduite devant le tribunal. Le dernier trafic à avoir été débusqué remonte au début de l'année. Sept suspects sont poursuivis pour coupe, exploitation illicite, transport de bois de rose et complicité.

**29/04 - Les Etats-Unis sollicités pour la lutte contre le trafic de bois de rose.** Le secrétaire d'Etat chargé de la gendarmerie nationale a rencontré le responsable de la sécurité de l'ambassade américaine pour discuter de la coopération en matière de lutte contre le trafic de bois de rose.

**09/04 - Arrestation d'un Indien résidant à Madagascar à l'aéroport de Bombay.** Cet homme d'affaires a été pris avec 1,6 kg d'or massif. Ce ressortissant étranger travaille à Madagascar en qualité d'homme d'affaires. Il avait quitté l'aéroport d'Ivato à bord d'un vol régulier pour Nairobi. Il aurait déjà effectué des allées et venues entre Madagascar, Bombay et Dubaï, deux plaques tournantes du trafic d'or, en passant par le Kenya et Maurice. Le trafiquant serait déjà rentré à Madagascar après avoir négocié sa remise en liberté en Inde. Un opérateur d'origine indienne poursuivi pour trafic d'or à Madagascar est soupçonné d'avoir été son donneur d'ordre.

## ► Environnement, calamités

**04/04 - Ressources forestières : l'exploitation illégale gagne du terrain.** Les exploitants détenteurs de permis d'exploitation se font de plus en plus rares. Ils ne sont plus qu'une dizaine, contre 250 en 2000. La principale cause de cette situation est la suppression par l'État de l'octroi de permis de gré à gré en 2006. Depuis cette date, une bonne partie des besoins du marché sont comblés par des exploitations illégales. Ce problème d'octroi de permis d'exploitation incite les exploitants, même réglementaires, à travailler dans l'illégalité.

**09/04 - Programme de conservation des forêts** : l'agence française pour le développement (AFD) ainsi que le fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) rejoignent l'initiative d'Air France et de WWF Madagascar pour soutenir le programme holistique de conservation des forêts à Madagascar (PHCF). La première phase du PHCF a été financée intégralement par Air France. Débuté en 2008 pour une période de 4 ans, le programme a permis de nombreuses réalisations dans le domaine de la protection de l'environnement. Ses responsables ont cité dans leur rapport la sécurisation en cours de nouvelles aires protégées (350.000 ha), les transferts de gestion de ressources naturelles à 31.000 ménages, la régénération de forêts dégradées, la sensibilisation aux pratiques alternatives à la déforestation et aux effets du changement climatique, la construction d'infrastructures pour les activités agricoles et la comptabilité carbone du PHCF qui est même devenue une référence. Air France finance la deuxième phase à hauteur de 1 million d'euros. L'AFD et le FFEM participent respectivement à hauteur de 2 millions et de 1,5 million d'euros, soit un total de 4,5 millions d'euros. « *L'association Etc Terra, bénéficiaire des concours AFD-FFEM et d'Air France, assure la gestion et la coordination de l'ensemble du programme et met en œuvre le volet scientifique lié à la comptabilisation du carbone. Elle s'appuie localement sur le WWF Madagascar pour la conservation des forêts et l'Association Agrisud, nouvel entrant dans le programme, pour le développement d'activités de diversification agricole et d'intensification agro-écologique* », précisent les bailleurs.

**La population de la capitale est en alerte, les criquets sont aux portes d'Antananarivo.** Analamanga a rejoint les régions où l'on constate la présence massive de criquets. La lutte antiacridienne, coordonnée par la FAO, coûte plus de 40 millions de dollars, dont 27 millions de dollars consacrés à la première phase. La FAO ne s'occupe que des traitements aériens, l'intervention par voie terrestre n'est pas comprise dans ce financement, alors que, de l'avis de spécialistes, des traitements terrestres sont indispensables en complément. Les autres régions de Madagascar telles qu'Ikalamavony, Miandrivazo, Melaky, subissent depuis des années les conséquences néfastes de l'invasion acridienne, Toutes les régions sont envahies et les populations risquent la famine si ce fléau n'est pas traité à temps. Plusieurs régions ont été ravagées à près de 70%. D'après la FAO, les surfaces traitées s'élèvent à 384.000 ha. L'objectif de la phase I est estimé à 1.500.000 ha. Pour l'organisation, la situation est maîtrisée et l'invasion acridienne actuelle n'aura « *aucun impact grave sur le plan national* ». La première campagne de lutte du programme triennal est en bonne voie et si aucune intervention n'avait eu lieu, les dégâts seraient au moins 10 fois plus graves, affirme-t-elle. Les pertes dues aux criquets pour la saison 2012/2013 varient de 10 à 40% sur les cultures de riz dans 17 des 22 régions. Aucune explication n'a été obtenue des autorités et des techniciens sur les risques que font courir les pesticides utilisés sur la santé humaine et animale. « *Les criquets traités aux pesticides présentent un risque pour l'homme* » affirme le chef de région Analamanga. Pourtant, la plupart des criquets tués ont été ramassés par nombre de villageois, qui les consomment. Il a été recommandé à la population de s'en abstenir.

**24/04 - Le gouvernement japonais accorde un financement de 2 millions de dollars à la FAO en vue de contribuer au programme triennal de lutte contre l'invasion acridienne.** Cette contribution portera à 28,8 millions de dollars la somme reçue pour sa mise en œuvre, sur un total requis de 43,9 millions. Cette somme sera dévolue au renforcement des capacités nationales de suivi et d'analyse des situations, à la préservation de la santé humaine, à la protection de l'environnement, à l'évaluation de l'efficacité des campagnes et à leur coordination. Le programme permettra non seulement de stopper l'invasion mais aussi de revenir à une situation de rémission, la seule durablement gérable à moindre coût financier et environnemental, et donc, par voie de conséquence, d'éviter les crises alimentaires, notamment grâce à la préservation des greniers à riz.

**Sur plus de 613.000 ha de surfaces infestées par les criquets migrants, près de 484.000 ha ont été traités,** soit 78,94% des surfaces infestées, indique le CNA dans son rapport sur la situation arrêté à la fin du mois de mars. Entre septembre 2013 et mars 2014, les criquets ont touché 613.079 ha.

**Le centre national de recherche pour le développement rural (Fofifa) a créé une alternative biologique pour lutter contre l'invasion acridienne avec l'aide des américains.** L'utilisation de champignons entomopathogènes présenterait moins de risque sur les organismes non ciblés et respecterait l'environnement. Des tests ont été réalisés et ont présenté des résultats satisfaisants. A plusieurs reprises, les pesticides ont été pointés du doigt par les agriculteurs en raison des dégâts provoqués, notamment sur les mûriers pour la production de soie.

**22/04 - Madagascar tente d'éviter une marée noire en mer d'Emeraude.** Une opération d'urgence est menée pour empêcher le déversement de 10.000 m<sup>3</sup> de produits pétroliers en mer d'Emeraude, un lagon paradisiaque très touristique au nord de la baie d'Antsiranana, victime du naufrage d'un pétrolier en provenance des Emirats arabes unis, le Tromso, battant pavillon des Bahamas. Les hydrocarbures transportés menacent le vaste lagon. Le propriétaire a fait parvenir par avion spécial depuis l'Afrique du Sud du matériel et des équipes spéciales. Le renfort d'un bateau des Seychelles est attendu. Les experts internationaux

dépêchés sur place ont décidé d'alléger le bateau en transférant une partie de sa cargaison vers un autre bâtiment. Une fuite d'hydrocarbures aurait des conséquences écologiques et économiques catastrophiques pour la région.

**30/04 - Malgré des tentatives et des opérations de transbordement de son contenu, le navire n'a pas encore pu être déchargé.** Le tanker « *Seychelles Paradise* », envoyé sur les lieux, tente d'alléger le bateau afin de vider ses ballasts et le remettre à flot. Aucun risque de pollution ne serait à craindre, selon les autorités.

## ► Bailleurs de fonds

**04/04 - L'UE financera un projet de 8 millions d'euros en faveur du secteur privé.** Le cinquième forum des affaires UE/Afrique qui s'est tenu à Bruxelles a décidé d'aider le secteur privé à contribuer davantage à une croissance inclusive et d'être plus compétitif sur les marchés nationaux, régionaux et internationaux. L'enveloppe servira entre autres à la réalisation d'activités de soutien et de formation à l'intention des associations professionnelles (les chambres de commerce, par exemple). Les micros, petites et moyennes entreprises bénéficieront d'un appui spécifique sous forme de formations aux techniques de marketing et de gestion, d'une aide à l'accès au financement et à l'élaboration de plans d'affaires. Elles recevront également une aide pour améliorer la qualité de leurs produits et trouver des débouchés.

**Le bilan est en tous points positifs pour la délégation malgache à Bruxelles, écrit *L'Express*.** Ses premiers contacts avec le gotha du monde politique et financier euro-africain auraient été plutôt concluants. Il a pu négocier des partenariats et conclure des accords importants, tout en posant les jalons d'une future coopération avec des pays comme l'Espagne, le Sénégal, le Burkina Faso, la Namibie... Son plus grand succès serait d'avoir pu convaincre l'UE de revoir à la hausse l'enveloppe allouée à Madagascar dans le cadre du 11ème FED, initialement prévue à 455,4 millions d'euros. Andris Piebalgs, commissaire européen au développement, aurait été convaincu de l'immensité du chantier qui attend le nouvel élu, après mise en place du gouvernement et levée des dernières sanctions européennes. Une rencontre entre le commissaire européen et Madagascar a été fixée au début du mois de juin pour traiter plus à fond le dossier du FED. L'UE s'engage à contribuer à la lutte contre le trafic de bois de rose et d'autres richesses nationales. Une rencontre a eu lieu avec John Scalon, secrétaire général du Cites, engagé dans cette lutte pour la protection des espèces protégées. Pour *Tananews*, le bilan est plus mitigé : les interlocuteurs du chef de l'Etat n'ont pas manqué de lui faire part de leur impatience à voir mis sur pied le nouveau gouvernement, ils se disent inquiets de la situation politique encore très incertaine et de l'incapacité du nouveau pouvoir à s'imposer.

**07/04 - Selon Ralison Andriamandranto, politologue au SeFaFi, la présence du président au sommet UE-Afrique était utile, mais peut-être pas prioritaire.** « *Hery Rajaonarimampianina est parti rassurer les investisseurs et les bailleurs de fonds, ce qui est fondamental pour la relance de l'économie malgache. Mais la multiplication de ces voyages à l'extérieur est peut-être une tactique politicienne. Elle lui permet d'éviter de faire face à la situation politique intérieure, qui est toujours extrêmement confuse* », explique le chercheur.

**17/04 - Le COMESA, dont fait partie Madagascar, pousserait la Grande île à demander son adhésion à la Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe pour le Commerce et le Développement (ZEP).** Celle-ci ouvrirait la voie à la possibilité d'un emprunt maximum de 625 millions de dollars « *pour le développement de l'énergie, du tourisme, de l'aéronautique ou encore de l'agro-business* », rapporte *Tananews*. Pour rappel, la ZEP est une institution financière de poids qui regroupe 18 Etats africains actionnaires aux côtés de la BAD et de la Chine.

**Levée des sanctions : l'UE et les États-Unis attendent la composition du gouvernement. Si le premier affiche un certain optimisme, le second reste pour l'instant sur la réserve.** La nomination du premier ministre constitue une avancée significative sur la voie de la levée des sanctions mais les bailleurs de fond attendent encore de connaître la composition de la nouvelle équipe gouvernementale.

**23/04 - Mission du FMI dans la Grande île.** Après la mission effectuée par une délégation du Fonds au mois de février et le déplacement des autorités malgaches à Washington en mars, une troisième rencontre se tient entre les deux parties dans la capitale malgache. Elle est principalement axée sur l'élaboration du document de facilité de crédit rapide appelée à jouer un rôle important dans la mobilisation des aides extérieures. Compte tenu des années de crise que le pays a traversées, les ressources intérieures sont insuffisantes, rappellent les experts. Les appuis du FMI dans la mise en œuvre du budget 2014 seront examinés de près. Le Fonds pourrait, entre autres, convaincre et donner le feu vert aux autres bailleurs pour qu'ils contribuent aux aides budgétaires et complètent le déficit de la balance de paiement. La Banque mondiale a déjà annoncé courant mars l'existence d'un financement disponible d'un milliard de dollar provenant de cinq bailleurs : BAD, UE, BM, France et États-Unis.

**25/04 - Pour l'universitaire Andriampeno Ramiliarison, invité par le cercle de réflexion des économistes de Madagascar (CREM), les investissements chinois sont victimes de diabolisation** alors qu'il s'agirait d'un partenariat gagnant-gagnant. La Chine est devenue le premier partenaire commercial de Madagascar et le pays est présent dans toutes les activités économiques. Ses produits « *bas de gamme* » ont malgré tout permis à la population d'accéder à la société de consommation. La Chine a fait don à Madagascar du palais des sports de Mahamasina et du centre de conférences internationales d'Ivato, elle est engagée dans des projets d'autoroute pour desservir la capitale portuaire et l'aéroport d'Ivato. **L'enseignant estime qu'il est injuste de reprocher aux Chinois le non-respect des droits de l'homme**, car, selon ses propos, « *les droits de l'homme européens sont tout à fait différents des droits de l'homme dans les pays de l'Est (Asie dont la Chine)* », rapporte *Le Daily*. Mais la rapidité dont font preuve les Chinois pour la réalisation de leurs projets peut faire l'impasse sur d'éventuels effets néfastes sur des domaines comme l'environnement. Il est donc capital pour Madagascar de veiller aux impacts de leurs investissements et pour ce faire d'avoir un Etat fort et capable de négocier, note *La Gazette*.

## ► Divers

**01/04 - First Immo prend le contrôle de la BNI. Le feuilleton de la vente de la part des actions du Crédit agricole est arrivé à son terme.** La Commission de supervision bancaire et financière a validé la cession des 275.400 actions du Crédit agricole, soit 51% des actions de la BNI Madagascar. Elle a délivré l'autorisation définitive pour la prise de participation du Consortium Indian Océan Financial Holding Limited (IOFHL) auquel appartient la société First Immo, laquelle devient l'actionnaire majoritaire de la BNI Madagascar. Elle détient 50% des actions, à savoir les 40% qui ont appartenu au Crédit agricole et les 10% qui ont été cédées par la SFI. Cette prise de participation avait reçu l'aval du ministre des finances de l'époque, devenu chef de l'Etat. Elle avait fait l'objet d'une objection du directeur général du Trésor, gardien du patrimoine de l'Etat, qui exigeait la présence d'une banque de référence aux côtés des repreneurs. Des garanties à cet égard auraient été données. Les petits porteurs maintiennent leur opposition à la décision de la CSBF. Les petits actionnaires démentent que la vente soit définitivement acquise. Leur association a déposé en décembre 2013 auprès du Conseil d'Etat une requête en annulation de la décision de la CSBF tendant à autoriser la cession de la BNI au consortium IOFHL. Cette requête est encore pendante. De nouvelles requêtes pour l'annulation de l'autorisation de cession ont été déposées, auxquelles ont été jointes des requêtes pour sursis à exécution.

La requête en annulation de la décision de la CSBF a été rejetée par le tribunal le 9 avril. Il en va de même pour les requêtes à fin de sursis à exécution de cette même décision. Mais l'affaire n'est pas close, elle sera examinée au fond par le Conseil d'Etat. « *La vente des actions du Crédit agricole n'est pas encore consommée* », affirme la défense, contredisant le directeur général du Trésor, Orlando Robimamana, pour qui « *la question concernant la vente ou non ne se pose plus, car elle est déjà effective depuis longtemps* ».

**12/04 - Le rachat de la BNI Madagascar par un consortium mauricien basé dans un paradis fiscal indispose les Eglises du FFKM, affirme La Nation.** Les Indopakistanaïsi qui pilotent en sous-main l'opération de rachat dérangeront les institutions religieuses, qui pourraient être amenées à transférer leurs comptes dans d'autres établissements.

**04/04 - « Si c'est pour lutter contre l'informel, nous sommes pour ces contrôles effectués actuellement par la direction générale des impôts »,** déclare le président du groupement des entrepreneurs malagasy (FIVMPAMA). Pour calmer le jeu, la DGI a décidé de ne plus faire accompagner ses contrôleurs par les forces armées, au risque de les mettre en danger. Le groupement réaffirme son combat contre l'informel, qui est pratiqué aussi par des opérateurs formels cherchant à contourner les procédures. C'est une des raisons pour lesquelles le pays affiche un taux de pression fiscale (11%) parmi les plus bas en Afrique subsaharienne où la moyenne dépasse les 19% depuis 2013, contre 17% auparavant. Le ministère des finances et du budget a pris une initiative appréciée : favoriser la création des centres de gestion agréés (CGA) pour aider l'informel à basculer dans le formel.

**10/04 - Les étudiants en Chine adressent une lettre ouverte au président malgache.** Ils rappellent que « *le dernier versement qu'ils ont reçu fut l'équivalent de deux mois de bourse, il y a un an de cela après un an de réclamations et de procédures. Nous avons réitéré nos actions depuis et à plusieurs reprises, avec l'aide de nos parents et famille, mais jusqu'à présent nous n'avons reçu de nouvelles de la part des autorités concernées* », dénoncent-ils.

**24/04 - L'Université malgache au bas du classement du continent africain.** Elle formait les élites régionales jusqu'aux années 70 et était considérée comme le fleuron de l'océan Indien. Depuis, grèves à répétition, politisation des étudiants et des professeurs, infrastructures délabrées, bourses et salaires payés en retard, niveau de certains « *professeurs* » la placent en 83<sup>ème</sup> position sur 100, selon le classement établi par

l'ONG 4ci.org. Les cinq premières places de ce classement sont attribuées à des universités sud-africaines. Le classement montre que les facultés francophones sont en grande difficulté face aux établissements anglophones. La 1ère université francophone, l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, ne se positionne qu'au 15ème rang.

**11/04 - Sécurité aérienne : Air Madagascar maintenu dans l'annexe B de la liste noire de la commission européenne.** 296 transporteurs sont interdits d'exercice en Europe. Une mauvaise nouvelle pour la compagnie nationale, qui espérait sortir de l'annexe B mais devra continuer à desservir la France avec des avions loués. De nombreuses délégations de la compagnie Air Madagascar s'étaient rendues à Bruxelles ces dernières semaines pour plaider sa cause. Les efforts déployés jusqu'ici n'ont pas porté les résultats escomptés. La compagnie nationale, qui figure sur cette liste noire depuis avril 2011, affronte son 4<sup>ème</sup> échec. Certains appareils de la compagnie pourront continuer à assurer les dessertes régionales sous les cieux des États appartenant à l'UE comme La Réunion et Mayotte. Le nouveau directeur général, James Andrianalisoa, nommé début mars, a reconnu que des problèmes sérieux laissés sans traitement depuis de très nombreuses années restent à résoudre.

**14/04 - Nouveau rapport alarmiste de la Banque mondiale.** Intitulé « *Visages de la pauvreté à Madagascar - L'analyse de la pauvreté du genre et de l'inégalité* », il montre encore une fois que Madagascar a échoué dans ses tentatives de réduire le nombre de pauvres ou extrêmement pauvres au sein de la population. Madagascar fait partie des 3 pays les plus pauvres dans le monde, juste après le Congo et le Liberia. En se basant sur le seuil national de la pauvreté, près de 75 % des Malgaches sont pauvres en 2010, ce qui correspond à 16 millions de personnes. Près de 60% de la population est extrêmement pauvre, sur la base d'une méthodologie se référant à une exigence calorique alimentaire de 2133 calories par jour et par personne. En comparaison avec le seuil de pauvreté au niveau international, la position de Madagascar s'est dégradée depuis le début de 2010 avec 82,4% de la population vivant au-dessous de 1,25 dollar par jour en 2010 et 92,8% en dessous de 2 dollars par jour. Ce sont les jeunes de moins de 30 ans qui sont les premières victimes de cette pauvreté extrême. Sans la crise de 2009, la pauvreté aurait probablement diminué à 63% par rapport au niveau estimé de 76% en 2013. En seulement cinq ans, le recul dans la lutte contre la pauvreté s'est fait aux dépens de 13% de la population. 32% de la population reste analphabète. L'extrême pauvreté a diminué parmi les catégories instruites mais la pauvreté absolue a stagné de 2001 à 2010. La proportion de ménages dont le chef a achevé l'enseignement primaire a également augmenté, quoique légèrement.

**16/04 - 800 millions de dollars de dettes internes à la charge de l'Etat.** Selon *La Nation*, ce montant correspondrait à l'ensemble des créances fiscales, notamment aux crédits TVA des projets Ambatovy et QMM, ainsi qu'à d'autres créances détenues par des agents économiques qui ont contracté avec l'Etat. Le nouveau gouvernement aura à résorber cette situation préoccupante qui risque d'hypothéquer le redressement économique.

**L'Ariary continue de se déprécier face à l'euro et au dollar, comme annoncé en début d'année par les analystes financiers.** Cette dépréciation serait due au taux d'inflation élevé qui sévit dans la Grande île et qui reste supérieur au taux de la zone euro. Cette dépréciation entraîne dans son sillage une hausse importante et généralisée des prix sur les marchandises importées, notamment de certains produits alimentaires, dont les prix ne cessent de grimper sur le marché local.

**19/04 - La croissance des bidonvilles de la capitale devient alarmante. 37 maires de l'agglomération veulent tenter d'endiguer le phénomène.** 72% des urbains vivent dans des habitats précaires et surpeuplés, avec un foncier non-sécurisé et un faible accès aux services de base. L'agglomération d'Antananarivo abrite plus de 3 millions d'habitants avec un taux annuel de croissance de la population de 4,6%, largement supérieur au taux national de 2,9%. Madagascar serait actuellement classé dans le groupe des pays à alerte élevée concernant la formation des bidonvilles. L'idée est de ne pas les détruire mais de mettre fin à leur prolifération par la création de nouvelles citées dans la périphérie. Pour Ny Hasina Andriamanjato, PDS d'Antananarivo, « *la plateforme des maires n'a aucun enjeu politique mais roule pour l'exécution d'un plan Marshall* ». L'ambition est grande mais elle nécessite d'énormes moyens financiers et de nombreuses années. Il ne sera pas facile de lutter contre l'urbanisation anarchique alors que la majorité des emplois se situent dans la capitale, note *L'Express*.

**Le premier ministre Roger Kolo veut faire de Madagascar un pays émergent, exportateur de produits finis à forte valeur ajoutée.** « *Madagascar doit passer du stade d'exportateur de matières premières traditionnelles au stade d'exportateur de produits finis à forte valeur ajoutée* », a déclaré le chef du gouvernement, ajoutant : « *Nous allons passer d'une économie de comptoir à une économie émergente. L'émergence économique de Madagascar suppose l'atteinte de niveaux élevés des taux d'investissement, d'épargne et d'exportation. Il faut déjà améliorer les infrastructures existantes et mettre en place d'autres*

grandes et nouvelles infrastructures respectant les normes internationales, avec des nouvelles villes et zones économiques spéciales reliées par des autoroutes aux ports et aéroports », rappelant les promesses du président Rajaonarimampianina. Dans l'immédiat, « on va tout faire pour que les gens puissent accéder aux produits de première nécessité assez facilement et assez rapidement », a-t-il annoncé.

**22/04 - Un officiel de l'OIT dénonce la dévalorisation des capacités et compétences des jeunes malgaches sur le marché du travail**, appelant à une application « réelle et concrète » de la politique nationale de l'emploi adoptée en 2005. « La valeur des jeunes malgaches est largement sous-évaluée sur le marché du travail en raison principalement du manque de volonté politique à différents niveaux visant à reconnaître leur parcours, leur capacité et leur compétence », indique le représentant de l'OIT, Christian Ntsay. Les jeunes aussi bien urbains que ruraux ont le sens de créativité, de l'invention et de l'ingéniosité, raison pour laquelle nombre d'entre eux sont très performants comme employés et cadres dans les entreprises et l'administration. Une stratégie nationale de valorisation de ressources humaines par le biais de l'apprentissage et de la mise en stage professionnel des jeunes s'impose. Sur le court terme, l'OIT recommande la valorisation des ressources humaines avec un objectif ambitieux de recrutement des jeunes dans les secteurs sociaux de base pour couvrir les déficits de performance dans l'éducation, la santé, la sécurité et la gestion des catastrophes naturelles. M. Ntsay insiste également sur la nécessité de miser sur des mesures concrètes et rapides de défiscalisation des entreprises pour accroître leur productivité, leur compétitivité et leur rentabilité afin que celles-ci créent en contrepartie des emplois pouvant relancer la consommation et la croissance. « Sans l'implication des jeunes comme moteur des activités économiques, sociales et environnementales du pays, il ne pourra jamais y avoir une croissance réelle ni une croissance inclusive à Madagascar dans les dix années à venir », déclare-t-il.

**24/04 - Le rapport de l'autorité de régulation des marchés publics sur le contrôle a priori des années 2011-2012 s'est conclu sur un bilan inquiétant.** Il en ressort que la majorité des passations de contrats, soit 78,86% au niveau central et 75,92% au niveau régional, ne sont pas conformes aux principes définis par le code des marchés publics. Le renforcement des dispositifs réglementaires en matière de contrôle de passation de marchés et le renforcement de capacité des acteurs concernés s'avèrent nécessaires. Lors des prochaines missions de contrôle, les sanctions prévues par le code d'éthique des marchés publics pourront être appliquées.

**26/04 - Ministère de l'Énergie : priorité à l'assainissement de la gestion de la Jirama.** Le nouveau ministre, Richard Fienena, déclare vouloir instaurer la transparence dans la gestion de la société. « Il faut mettre fin aux gabegies et éradiquer la corruption », a-t-il affirmé. Les vols d'électricité représentent 5% du chiffre d'affaires de la société d'État et les administrations ne s'acquittent pas de leurs factures. La subvention octroyée par l'État ne peut plus être maintenue. Le gap entre le prix auquel la Jirama achète l'énergie et la revend aux usagers génère des manques à gagner qui s'établissent à 200 milliards Ar par an. Et pourtant le coût de l'énergie à Madagascar est un frein aux investissements étrangers... Le ministre met en exergue la promotion des énergies renouvelables et le développement de l'électrification rurale, avec l'appui de partenaires étrangers. « Nous allons profiter de tous les partenariats qui se sont créés après la sortie de crise pour résoudre les problèmes énergétiques », a conclu le ministre. Le nouveau venu au « royaume du délestage », selon l'expression de *La Nation*, se propose de prendre le taureau par les cornes, sans toutefois passer par une hausse des tarifs, du moins pour l'instant. L'incapacité de la Jirama à satisfaire les citoyens et les employeurs est source d'une grande frustration. Les délestages agacent la population dans différentes grandes villes de Madagascar. C'est un problème qui persiste depuis plusieurs années mais qui n'est pas résolu. De agents de la Jirama sont de plus en plus fréquemment pris à partie, on a frisé l'émeute récemment dans une banlieue de la capitale.

---

Sources : L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Tribune.com, Newsmada (Les Nouvelles, Le Courrier, JdM, Reflet), La Gazette de la Grande Ile, La Nation, Le Daily, La Vérité, Madagascar Matin, Matv, Matera (agence de presse Madagascar), Sobika, Orange.mg, Tananews, Madonline, Madagascar, Lettre de l'Océan Indien (LOI), AFP, APS, AP, APOI, Reuters, Xinhua, Slate Afrique, Afriqueinfos, Indian-ocean-times.

Taux de change au 29/04/14, 1 euro = 3211 Ariary (cours pondéré)